

***l'Anti*capitaliste**

n°438 | 12 juillet 2018 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

**POLITIQUES ANTI-MIGRANTS, AUTORITARISME,
EXTRÊMES DROITES AU POUVOIR**



RÉSISTER

AU VENT MAUVAIS QUI SOUFFLE SUR L'EUROPE

Dossier

**DES LECTURES
POUR L'ÉTÉ**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Congrès de Versailles: «Ça coûte un pognon de dingue» pour rien... Page 2

PREMIER PLAN

Nantes: vérité et justice pour Aboubakar! Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Mexique: les 100 premiers jours d'Andrés Manuel Lopez Obrador Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Dominique Vidal Page 12



édito

Par CATHY BILLARD

Congrès de Versailles : «Ça coûte un pognon de dingue» pour rien...

Une heure et demie de parlotte pour 285 000 euros, soit plus de 3 000 euros la minute : c'est la valeur du discours du président des très riches à Versailles. Mais cela ne le rend pas plus important car, derrière les phrases ronflantes et les adjectifs distillés par triplées par le Versaillais du jour, rien de bien neuf sous le soleil. Ainsi, Macron a asséné l'autojustification de l'action de son gouvernement et de sa majorité. En termes de projet, il a décliné pour la énième fois la « philosophie » de ses réformes passées et à venir : personne n'a de droits (à la protection sociale, à l'éducation, au logement, etc.), chacunE n'a que des devoirs. On s'en doutait déjà : il faudra donc mériter sa retraite ou son indemnisation en cas de perte d'emploi, courir après des services de plus en plus exsangues, et même valider des lois républicaines pour pouvoir pratiquer l'islam en France... « Des choix forts et courageux » d'après le premier de cordée... Les directions syndicales sont, quant à elles, conviées le 17 juillet, avec le patronat, à un « sommet social » : il s'agit au mieux de les enguler dans une nouvelle concertation bidon alors que les grandes décisions sont déjà prises. Derrière des mots qui ne servent qu'à dominer l'auditoire, ce sont toujours les resucées des vieilles recettes : prendre l'argent public pour le donner aux plus riches, imposer le silence et la soumission au monde du travail, à la jeunesse, aux retraités... Et tout cela « non pas pour favoriser les riches, mais pour favoriser les entreprises ». Circulez, y'a rien à voir ! Au NPA, c'est justement pour tout l'inverse que nous nous battons : prendre aux riches pour satisfaire les besoins du plus grand nombre. Et pour cela libérer la parole, construire les luttes, multiplier les solidarités pour faire respecter la dignité des migrantEs, des travailleurEs acculés par de plus en plus de précarité, des jeunes aux aspirations bafouées par la généralisation de la sélection dans l'éducation, des retraités appauvris. Ce sont toutes ces mobilisations, ces résistances que nous voulons faire entendre et converger sans attendre pour les faire reculer. Ce sera notre meilleure réponse au président des riches et à toute sa cour de Versaillais.

BIEN DIT

« Nous regrettons que le Conseil [constitutionnel] ait écarté l'aide à l'entrée des cas d'immunités. La fraternité ne s'arrête pourtant pas aux frontières et nous le constatons chaque jour. »

LAURE PALUN, Coordinatrice associative de l'Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers (Anafé), à propos de l'abrogation partielle du « délit de solidarité » par le Conseil constitutionnel, 7 juillet 2018.

À la Une

Résister au vent mauvais qui souffle sur l'Europe

Un vent très mauvais souffle sur les pays européens. Dans de nombreux pays, au premier rang desquels l'Italie, la Hongrie et l'Autriche, l'extrême droite n'est plus seulement « aux portes du pouvoir », mais participe directement aux gouvernements. Et, de toute évidence, l'influence de ces courants n'est pas seulement nationale, puisqu'ils donnent de plus en plus le ton sur certains aspects des politiques européennes, notamment vis-à-vis des migrantEs.

Le message est on ne peut plus clair : nous ne voulons plus accepter personne, y compris si le refus de laisser entrer (en Europe) risque de tuer. C'est, en substance, le message que diffusent désormais plusieurs gouvernements à l'échelle de l'Union européenne. À commencer, bien sûr, par le nouveau gouvernement italien – formé le 31 mai 2018 – et son ministre de l'Intérieur issu de la « Ligue » (ex-Ligue du Nord), Matteo Salvini. Ainsi que par le gouvernement autrichien, fondé sur une coalition entre la droite – le « Parti du peuple d'Autriche » (OeVP, chrétien-démocrate) – et l'extrême droite du « Parti de la liberté d'Autriche » (FPÖ), formée à la mi-décembre 2017 et au sein duquel le FPÖ cumule les ministères clés de l'Intérieur, de la Défense et des Affaires étrangères. Ce qui signifie aussi le contrôle sur la totalité des « services » de police et de renseignement.

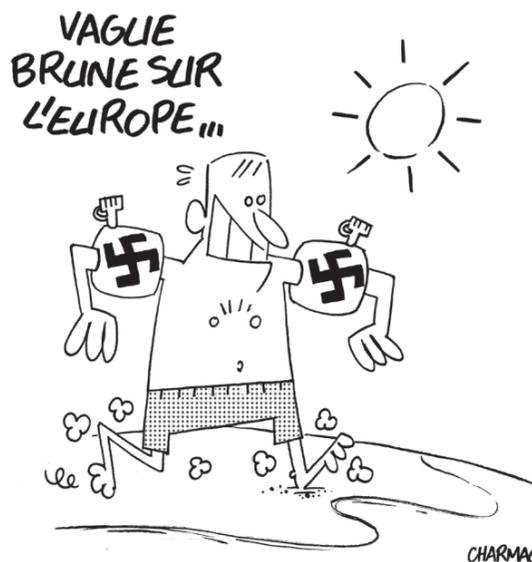
Centres de tri pour migrantEs
Depuis le 1^{er} juillet 2018 et jusqu'à la fin de l'année en cours, c'est l'Autriche qui assure désormais la présidence de l'Union européenne. Le gouvernement autrichien a d'ailleurs assez nettement annoncé la couleur, en élaborant une note dont l'existence n'a pas été officialisée, mais qui a tout de même été présentée à une réunion – informelle – d'expertEs des 28 États membres de l'Union, tenue les 2 et 3 juillet 2018 à Vienne. Selon cette note, il n'y aurait plus de droit d'asile en Europe, en tant que droit individuel opposable. Les demandes de protection internationale sur la base de la Convention de Genève (28 juillet 1951), autrement dit

les demandes d'asile devraient sans exception être présentées en dehors du territoire de l'Union européenne.

Pour ce faire, les dirigeants autrichiens prévoient de créer des « hotspots », autrement dit des centres de tri fermés, implantés sur le territoire de pays extérieurs à l'Union européenne. Ceux et celles qui seraient finalement acceptés pourraient ensuite prendre un moyen de transport vers l'Europe, les autres resteraient « enfermés dehors » (hors du continent) avec, on l'imagine bien, aucun recours possible, ou alors avec des recours extrêmement théoriques par visioconférence. Un recours à distance, par exemple, devant la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) en France, en étant relié par un petit écran, sans avoir jamais rencontré aucune personne de cette juridiction.

Radicalisation en perspective

L'ensemble des pays de l'Afrique du Nord est sollicité en ce sens, notamment la Libye. Un pays où l'on sait que les migrantEs (et bien d'autres) sont traités de manière inhumaine, surtout depuis le reportage de la chaîne CNN diffusé en novembre 2017, qui établissait l'existence de marchés aux esclaves pour Subsahariens en Libye. Sebastian Kurz, chef du gouvernement de coalition au pouvoir à Vienne, rétorque que la guerre n'est pas partout en Libye : il y aurait donc des coins agréables à trouver. Le royaume du Maroc, quant à lui, a déclaré officiellement, le 28 juin 2018, par la voix de son ministère des Affaires étrangères, qu'il ne souhaite pas voir l'implantation de tels centres sur son territoire. Le nouveau gouvernement italien pousse dans le même sens. Ayant interdit le 10 juin l'entrée des ports



CHARMAG

italiens au navire humanitaire *Aquarius* (affrété par des ONG françaises et allemandes), Matteo Salvini a depuis lors annoncé qu'il ne souhaitait plus voir – pendant tout l'été de l'année en cours – les ONG de sauvetage des migrantEs dans les zones maritimes de « son » pays, les assimilant aux « passeurs », en jouant sur le double sens du mot. En effet, la figure du « passeur » porte le visage de celui qui procure un service parfois vital – le passage d'une frontière fermée –, mais aussi de celui qui exploite la personne vulnérable, économiquement ou sexuellement, par exemple, pour se faire payer (très cher) ce service souvent existentiel. La fermeture des frontières crée un marché pour les mafias, auxquelles le discours raciste assimile ceux et celles qui, pour des motivations diverses, aident les migrantEs sur leur route. Salvini a prévu de radicaliser cette politique et d'annoncer aux autres pays membres de l'Union européenne sa volonté de fermer les ports italiens non seulement aux ONG mais aussi aux missions internationales « institutionnelles » qui sauvent les migrantEs en haute mer. Le samedi 7 juillet, il a ainsi interdit l'entrée du port de Messine à un navire irlandais avec 106 migrantEs à bord, sous prétexte que Malte devrait les accueillir puisque l'opération de secours a été organisée depuis La Valette. Le gouvernement du Parti travailliste de Malte a quant à lui bloqué, le 4 juillet, un petit avion de reconnaissance d'une ONG allemande, lui interdisant le décollage pour préparer des opérations de sauvetage. Un vent très mauvais souffle sur l'Europe...

Bertold du Ryon

NANTES

Vérité et justice pour Aboubakar!

Mardi 3 juillet, Aboubakar Fofana, 22 ans, était tué dans le quartier populaire du Breil à Nantes, lors d'un contrôle de police. La marche blanche initiée à l'appel de la famille, et qui a réuni plus de 1 000 personnes jeudi 5 juillet, n'a pas apaisé les esprits, alors que de multiples zones d'ombres subsistent.

Invoquant d'abord la thèse de la légitime défense, le policier soutient aujourd'hui celle de l'accident, et a été mis en examen avec contrôle judiciaire. Le mensonge du policier et cette nouvelle version pour le moins fragile et qui apparaît aussi peu crédible que la première, expliquent que la colère est loin d'être retombée dans les quartiers populaires nantais et

qu'elle ne s'arrêtera pas tant que justice ne sera pas rendue.

De la difficulté d'obtenir justice

L'avis même des experts judiciaires spécialisés en armes à feu, interviewés par le quotidien *Ouest-France* du lundi 9 juillet, tend à démonter la thèse de l'accident. Dans un article intitulé « Un tir policier peut-il être accidentel ? », ces experts précisent, entre autres, que

« sur un Sig Sauer SP 2022, une arme très fiable, il faut exercer une pression importante de 2 à 4,5 kg ». Une arme par ailleurs symptomatique de la militarisation de la police, puisque classée en première catégorie, c'est-à-dire arme de guerre. Ces propos font écho aux incompréhensions des habitantEs, qui se demandent si l'on peut tirer dans le cou d'un jeune homme à bout portant par inadvertance.

Et même si le policier a été mis en examen, rien n'est gagné dans ce long périple qu'est la recherche de la vérité et de la justice. L'affaire Adama Traoré est un cas d'école de ce qu'on fait subir à toutes celles et ceux qui cherchent à établir la vérité, notamment quand il s'agit de dénoncer les violences policières. Une longue série de crimes policiers, de « bavures », de violences policières, restent complètement impunis. De l'affaire Ali Ziri, à celle de Wissam el-Yamni en passant par Lamine Dieng, on ne compte plus les affaires qui se sont terminées, devant les tribunaux français, par des non-lieux, parfois après des années de



Les comités d'action

Dès le lendemain de l'évacuation de la Sorbonne du 3 mai 1968, le Mouvement d'action universitaire (MAU), créé par des anciens militants de l'UNEF de la Sorbonne, est le premier à appeler dans un tract à la formation de comités d'action (CA). À l'instar du Mouvement du 22 mars, le MAU, qui existe depuis plusieurs semaines, estime que les structures syndicales ne sont plus adaptées à la situation. Il s'agit donc de dépasser les cadres préexistants au sein de nouvelles structures unitaires rassemblant par et pour l'action.

Dans un premier temps, il s'agit essentiellement de comités étudiants, sans oublier bien sûr les comités d'action lycéens nés début 1968. Après la nuit des barricades et surtout la grève générale et les manifestations du 13 mai, les comités se multiplient. Le journal *Action*, lancé

début mai et devenu quasi quotidien dans la seconde quinzaine, se présente comme le « *journal des comités d'action* », mais en réalité son équipe est formée de l'UNEF, des CAL, du SNESUP, du MAU, du Mouvement du 22 mars. En effet, il n'y a pas de véritable structuration nationale des comités d'action, mais des coordinations à l'échelle locale, la plus importante est celle de la région parisienne. C'est elle qui, lors d'une AG parisienne, précise ce que doivent être les CA : ce sont des comités faits pour l'action, non des comités de simple discussion, et des comités politiques dont l'objectif est le renversement du régime et la transformation révolutionnaire de la société. Ils ne doivent pas dépasser la trentaine de membres, et chaque comité choisit son terrain. Ce peuvent être les lieux d'étude ou de travail, des zones géographiques (quartiers, arrondissements, blocs d'habitations) ou thématiques, tel le comité des écrivains et étudiants révolutionnaires.

Les comités sont extrêmement hétérogènes et si le terme « comité d'action » est populaire, il sert à désigner toutes sortes de regroupements de personnes issues d'horizons politiques, syndicaux divers, et bien sûr d'une masse de nouvelles et nouveaux venus qui tiennent à agir.

À la fin mai, le PCF appelle à former des comités d'action pour un gouvernement populaire, perspective qui ne dure que le temps de la manifestation ayant le même mot d'ordre, appelée par la CGT et le PCF le 29 mai. L'UNEF n'y appelant pas, la CFDT suit le syndicat étudiant ; la FEN n'appelle pas non plus, à l'inverse de la coordination des comités d'action.

Les grévistes peuvent à la fois occuper les entreprises, et venir dans les CA de quartier où les discussions sont bien plus libres alors que, dans les entreprises, si l'on échange beaucoup, les AG sont limitées dans leurs contenus. Dans la plupart des cas, les comités de grève sont en

fait les intersyndicales plutôt que des comités issus d'élections par les grévistes.

Ni comités ou conseils d'auto-organisation, à vocation de structures de double pouvoir, ni parti ou organisation politique, les comités d'action, quel que soit le nom qu'ils adoptent, sont des cadres d'action et de politisation, des lieux de rencontres. Ils perdurent en juin, permettent par les tracts et les affiches d'informer et de résister à la pression conjointe du pouvoir et du PCF visant à faire cesser la grève avant les élections. Certains demeurent encore actifs à l'automne. En tout état de cause, les liens sont restés forts, et réapparaissent sous d'autres formes dans les années qui suivent, à chaque fois que des comités unitaires se mettent en place pour soutenir des luttes locales, de locataires expulsés, de travailleurs immigrés, des paysans du Larzac, de Lip, ou dans la solidarité internationaliste.

Robi Morder

Le chiffre

190 000

Les rejets toxiques de l'usine Sanofi de Mournex, dans les Pyrénées-Atlantiques, atteignent des niveaux jusqu'à 190 000 fois supérieurs au plafond autorisé pour le bromopropane. Comme le rappelle Mediapart, qui a rendu public ce chiffre, cette substance est « toxique, classée cancérigène et reprotoxique (c'est-à-dire altérant la fécondité et/ou la fertilité) ». *Tout va bien.*



Agenda

Du 7 au 15 juillet, rencontres «Zadenvies», Notre-Dame-des-Landes.

Ateliers, chantiers, discussions, actions... Renseignements sur <https://zad.nadir.org>.

Vendredi 13 juillet, fête de soutien aux grévistes de Newlook, Paris 17^e. À 21h, 13, rue d'Armaillé – métro Charles-de-Gaulle.

Samedi 14 juillet, manifestation «Personne n'est illégal», Paris.

À l'occasion de la journée nationale des marches contre les centres de rétention. RDV à 14h devant le ministère de l'Intérieur (18, rue des Pyrénées, Paris 20^e – métro Porte-de-Vincennes), en direction du CRA de Vincennes.

Samedi 14 juillet, «14 juillet des luttes et des résistances», Paris. À partir de 19h, salle Colonne, 94, boulevard Blanqui, métro Glacière. Entrée : 10 euros / soutien 15 euros.

Samedi 21 juillet, marche à l'occasion des deux ans de la mort d'Adama, Beaumont-sur-Oise. Rendez-vous à 14h devant la gare de Persan-Beaumont.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

« L'inégalité est trop forte, nous risquons une insurrection. »

ALAIN MINC, *Libération*, 9 juillet 2018.

UBÉRISATION

Les livreurEs font la grève du mondial de foot

Nos conditions de travail ne cessent de se dégrader : augmentation des distances, baisse des rémunérations, disparition des primes, etc., ce qui crée une grande colère chez les livreurEs de toutes les plateformes. Sans possibilité de dialogue social, pour les livreurEs la question est simple : se battre ou partir. L'individualisation de cette forme de travail fait que beaucoup de livreurEs choisissent la seconde solution, mais les choses changent un peu, et de plus en plus d'entre nous se disent prêts à se battre. Il y a quelques semaines, le gouvernement annonçait un amendement que les médias présentaient comme une avancée sociale. Absolument pas ! Il s'agit là de pure communication. L'amendement Taché, écrit conjointement par les lobbys des plateformes et des députés LREM, prévoit que les plateformes devront (si elles le veulent bien !) se doter d'une charte. Celle-ci sera rédigée

Face à nos conditions de travail scandaleuses, nous, livreurs à vélo dit « ubérisés », c'est-à-dire exploités sans la possibilité d'avoir accès aux conquêtes sociales de la classe ouvrière, avons décidé de profiter du Mondial de foot pour changer le rapport de forces avec les plateformes. Nous avons ainsi lancé un appel à la grève durant les demi-finales et la finale de la Coupe du monde.



DR

de manière unilatérale par les boîtes, qui décideront de son contenu. Le but étant d'empêcher la requalification du statut pour les livreurEs qui souhaiteraient attaquer les plateformes pour salariat déguisé.

Vers l'extension de la grève ?

Le dimanche 8 juillet, à 18h, nous étions une quarantaine de livreurEs

à nous réunir place de la République à Paris, autant à Nantes et Bordeaux, pour exiger une amélioration de nos conditions de travail ; un tract avait été rédigé entre livreurEs plus tôt dans la semaine pour mettre par écrit nos revendications. Nous continuerons notre mobilisation les jours de match, et principalement pour la finale, pour dire que nous refusons de livrer pendant le match, moment très important pour les plateformes, nous nous réunirons à nouveau pour porter nos revendications, rompre avec l'isolement et l'individualisme. Si les boîtes, comme les pouvoirs publics, refusent de nous écouter, nous nous tenons d'ores et déjà prêts à jouer les prolongations.

Dans tous les cas, nous avons raison de nous battre et de proposer des perspectives : les coursiers de Bruxelles, Londres et Turin appellent également à participer au mouvement, résultat d'une politique de tissage de liens internationaux que nous avons menée durant l'année passée. Nous avons bon espoir que la grève s'étende et, même si toutes nos revendications ne sont pas imposées, nous aurons fait des expériences d'auto-organisation transnationales. Parce que de chaque côté des frontières, on ne supporte pas les mêmes équipes mais on se bat contre les mêmes patrons : c'est ça la vraie ambiance de la Coupe du monde.

Stee Ven

procédures qui ont ruiné la vie des familles. En réalité, il est presque impossible de faire condamner des policiers.

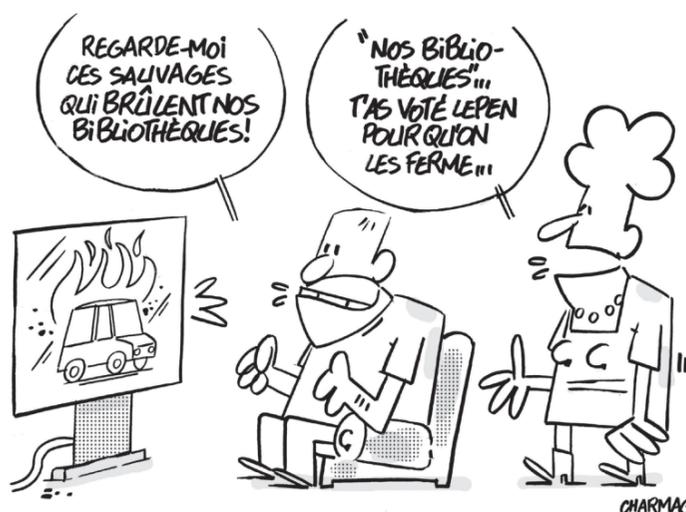
Une politique permissive de répression

Cet acte n'est en rien un acte isolé. Il s'inscrit dans une logique systémique qui instaure une politique permissive de répression à l'encontre des populations les plus fragilisées, qu'il s'agisse des migrantEs, des milieux populaires, des populations racisées et, globalement, toutes celles et ceux qui résistent à un système qui les écrase, comme on l'a vu encore récemment sur la Zad de Notre-Dame-des-Landes avec la mutilation de Maxime Peugeot. Un climat nauséabond aggravé par plus de vingt ans de politiques sécuritaires, de législations d'exception (état d'urgence, loi sur la légitime

défense...) de renforcement de l'armement. Une situation aggravée par les dynamiques internes de la police, où la progression de l'extrême droite et son influence se sont renforcées. Celle-ci n'a d'ailleurs pas tardé, par la voix de Marine Le Pen (mais aussi de Laurent Wauquiez), à apporter son soutien inconditionnel, défendant la « présomption de légitime défense » pour les policiers.

Face à cela, il nous faut non seulement exiger la justice et la vérité jusqu'au bout pour Aboubakar et toutes les victimes de violences policières restées impunies, mais également exiger la dissolution de tous les corps spéciaux intervenant et réprimant brutalement dans les quartiers populaires (BAC et Brigades spécialisées de terrain) et le désarmement de la police. Car plus ils seront armés, plus nous aurons de mortEs et de blessésEs.

Sandra Cormier



CHARMAG

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

FINANCES PUBLIQUES

Premières de cordée!



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILO

La Direction générale des finances publiques (DGFiP) semble être, pour le gouvernement, l'administration à abattre, et servir ainsi sans aucun doute de modèle pour l'ensemble des services publics.

Après des mois d'insoutenable suspens, le gouvernement a renoncé à rendre public le fameux rapport CAP 22. Les annonces se feront donc ministère par ministère, direction par direction. Sans doute le pouvoir a-t-il pris conscience de la « bombe sociale » qu'il avait entre les mains et a donc choisi de la « désamorcer » en rendant l'attaque moins globale. Mais cela ne veut pas dire qu'il fasse marche arrière dans son projet de transformation structurelle de la société, bien au contraire. Les services publics sont désormais la cible, en particulier ceux des finances publiques.

La Cour des comptes donne le « la »

Pour fêter les dix ans de la DGFiP (issue de la fusion du trésor et des impôts en 2008), à la mode ultra-libérale, la Cour des comptes a publié un rapport sur la DGFiP. Pour les rédacteurs de ce rapport, les 38 000 suppressions de postes, les fermetures de centaines de services de proximité, la détérioration des missions et des conditions de travail des agentEs... ne sont pas suffisants. Il faut aller plus loin, beaucoup plus loin. Et dans ce brûlot à charge de 130 pages, la Cour des comptes propose 17 préconisations allant toutes dans le même sens : la destruction de ce service public. Ces préconisations sont toutes développées avec le même prisme : la dématérialisation.

Peau de chagrin

En effet, pour ces pseudo-sages, pourquoi maintenir des services des impôts des particuliers, des services des impôts des entreprises, des services de publicité foncière, des trésoreries sur tout le territoire quand tout peut se faire via internet y compris le paiement ? Pourquoi maintenir des accueils physiques pour les usagerEs quand ces dernierEs peuvent poser leurs questions soit par internet, soit par téléphone ? Et pour celles et ceux qui veulent vraiment rencontrer des agentEs des finances publiques, ils pourront aller soit dans les maisons des services au public, soit dans leur unique centre des finances publiques départemental. Sans oublier que pour réussir cela, le procureur général de la Cour des comptes a annoncé 30 000 suppressions d'emplois à la DGFiP d'ici à la fin du quinquennat. Et la lutte contre la fraude fiscale ? Là aussi pas besoin d'autant d'agentEs, puisque désormais tout se fait sur liste, au bureau et ne pas oublier que, grâce à Macron, les plus grands fraudeurs ont le droit à l'erreur...

Une société sans services publics ?

Sans grande surprise, les préconisations de la Cour des comptes seront mises en place par ce gouvernement, comme cela a été le cas pour d'autres services publics sous d'autres gouvernements. Les annonces seront faites le 11 juillet prochain. La DGFiP sera une nouvelle fois un cas d'école : sa quasi-disparition aurait des conséquences désastreuses à la fois pour les usagerEs et les agentEs des Finances publiques. Mais évidemment, de cela, ce gouvernement s'en contrefiche. L'avenir bien sombre de la DGFiP sera celui de tous les services publics, si les agentEs concernés et les usagerEs n'entrent pas en résistance. Nous devons très rapidement, dès la rentrée, préparer une riposte à la hauteur des enjeux, car une société sans services publics est une société plus inégalitaire. **Joséphine Simphon**

14 JUILLET

Mobilisation nationale contre les centres de rétention

Légalisés le 29 octobre 1981 par François Mitterrand et son ministre de la Justice, Robert Badinter, les centres de rétention administrative (CRA) ne sont rien d'autre que « des prisons qui ne veulent pas dire leur nom » comme le souligne fort justement la Cimade.

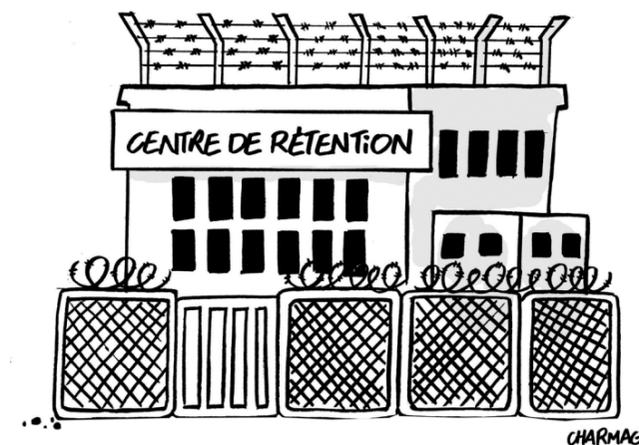
Soumis à l'arbitraire le plus total, plus de 2000 migrantEs séjournent dans les CRA dans des conditions infâmes, attendant jusqu'à trois mois le sort que l'État voudra leur réserver. Les suicides et tentatives de suicide y sont monnaie courante, les conditions de vie insupportables, les soins pratiquement inexistantes, la promiscuité maximale... à tel point que beaucoup des « pensionnaires » disent leur préférer la prison... C'est tout dire!

Les dispositifs de la loi asile-immigration qui doit être définitivement adoptée dans les prochains jours vont encore aggraver cette situation dramatique.

Les CRA sont leur arme... La solidarité est la nôtre!

Alarmés par ce constat, des militantEs du collectif basque Bizi (« Eux, c'est nous ») ont engagé une campagne de mobilisation depuis avril « en solidarité aux migrants et contre la loi asile immigration ». 80 volontaires se sont ainsi présentés devant le CRA de Hendaye en proposant d'y « prendre la place des migrants ». Quelques jours plus tard, cette action originale rencontrait un tel succès qu'une manifestation appelée le 1^{er} mai à Bayonne réunissait plus d'un millier de personnes! L'idée faisant tâche d'huile, un appel a été lancé par Bizi pour faire du 14 Juillet, date anniversaire de la prise de la Bastille, une journée nationale d'action contre

JEU:
LE "PRINCIPE DE FRATERNITÉ" EST CACHÉ DANS CE DESSIN. SAURAIIS-TU LE RETROUVER?



CHARMAG

les centres de rétention. Cet appel a été largement relayé : Bayonne, Sète, Lyon, Lille, Calais, Paris... Cette liste n'est pas exhaustive et de nouveaux appels locaux vont sortir dans les prochains jours. Le succès remporté par cet appel large et unitaire permet à chacunE, à chaque organisation, chaque association ou collectif de s'y inscrire pour en faire, suivant les conditions locales, une étape dans la reconstruction d'un mouvement antiraciste puissant qui nous fait tant défaut.

Tout au long de marche Vintimille-Londres, les marcheurs et marcheuses ont reçu un bon accueil des populations, comme des associations les plus diverses. Même à Calais, où on aurait pu penser qu'avec la propagande des médias et des autorités locales, matraquée jusqu'à la nausée, la marche ne serait pas la bienvenue, les témoignages de sympathie se sont multipliés jusqu'au centre-ville, des CalaisienEs allant jusqu'à rejoindre les manifestantEs. Comment douter ou se désespérer

quand 200 habitantEs de Faux-la-Montagne (moins de 400 habitants) bloquent la gendarmerie de Felletin pour empêcher l'expulsion d'un des 4 jeunes Soudanais qu'ils ont « mis sous leur protection » ?

Manifestation à Paris

Le cortège parisien, qui se rendra le 14 juillet du ministère de l'Intérieur jusqu'au CRA de Vincennes, revêtira un caractère particulier. Cinq militantEs de plusieurs collectifs de sans-papiers de la région parisienne, dont la CSP75, qui devaient se rendre à Londres dans le cadre de la marche Vintimille-Londres, ont été arrêtés dimanche par la PAF (police de l'air et des frontières) et sont, à l'heure où nous écrivons, toujours détenus. Nous ne savons pas quel sort leur réservera la justice. Ces arrestations scandaleuses et racistes visent à intimider les militantEs des collectifs de sans-papiers, très actifs depuis des années, et présents dans toutes les mobilisations du mouvement social. Nous manifesterons donc pour exiger, si nécessaire, leur libération, ainsi que pour l'ensemble des revendications : ouverture des frontières, liberté de circulation et d'installation, fermeture des centres de rétention, abrogation de toutes les lois racistes, régularisation de tous les sans papiers. Personne n'est illégal!

Alain Pojolat



AIDES PUBLIQUES Les licenciements et les suppressions de postes financés par les impôts

Non seulement les entreprises licencient ou suppriment des postes, mais elles le font avec le renfort de fonds publics, dont certains sont censés être destinés à préserver les emplois.

Ces dernières années, les entreprises ont eu droit à un véritable « ruissellement » des aides publiques. Les gouvernements qui se sont succédés, de ceux de Sarkozy et Hollande à celui de Macron, ont fait preuve d'une imagination prolifique pour distribuer les aides publiques aux entreprises.

200 milliards d'euros du public vers le privé

Pour avoir un ordre d'idée, en février 2018, un article de *Mediapart* recensait 1 624 aides publiques aux entreprises, dans 10 domaines différents. Le portail gouvernemental aides-entreprises.fr en annonçait 1 714 le 4 juillet. On ne

dispose d'aucun chiffre pour savoir si cette prolifération crée des postes spécifiquement dédiés au montage de dossiers pour décrocher le maximum de ces aides, nationales, locales ou européennes. En revanche, ce qui est avéré, c'est que sur une année ce sont environ 200 milliards qui passent des caisses publiques aux caisses des entreprises privées.

Ce qui est également connu est le nombre des licenciements et suppressions de postes déjà effectués et ceux programmés par les entreprises qui accaparent la grosse part du gâteau de l'argent public. Ainsi, en 2015, La Poste touchait 341 millions de « Crédit impôt compétitivité emploi » (CICE) et supprimait 6 284 postes ; en 2014, la SNCF touchait 318 millions et supprimait 1 400 emplois, avec comme objectif 10 000 suppressions d'ici à 2020 ; Carrefour a touché en 2017 autour de 400 millions de CICE et d'exonération de charge et annoncer en début 2018 vouloir supprimer 4 500 emplois. La BPCE qui a touché des centaines de millions du CICE détient avec 4 000 suppressions de postes le

record dans le secteur bancaire. On pourrait continuer la liste si une réelle transparence existait. Ainsi Michelin, qui se fait particulièrement discret sur le montant des aides reçues, a annoncé il y a un an 1 950 suppressions de postes d'ici à 2020, dont 1 500 en France. De même pour Airbus qui a annoncé 3 700 suppressions d'emplois dont 470 en France.

Contester l'appropriation privée

Et ce ne sont là que des chiffres partiels, pour l'essentiel ceux liés au CICE, mais les entreprises cumulent, avec le crédit impôt recherche, les aides européennes et/ou régionales et locales. Sans même parler des exonérations de cotisations sociales d'autant plus importantes que les salaires sont bas...

Depuis 30 ans, non seulement les études n'ont pas prouvé que ces aides multiples aient en quoi que ce soit protégé les emplois des salariéEs, mais même lorsque certains rapports le font, ils sont obligés de reconnaître le coût ubuesque des emplois prétendument créés, qui se monterait à 200 000 euros pour

un emploi ! Nombreux sont celles et ceux qui, dès lors déplorent le manque de contrôle ou de transparence. Ce qui serait le minimum, mais la vraie question est celle de la publicité réelle des comptes des entreprises, et surtout le contrôle que seulEs les salariéEs pourraient imposer sur les choix d'investissements et de production, non pas en fonction des profits mais de l'utilité sociale de leur travail. Ce qui revient à contester le droit de propriété des capitaux. Ce droit qui impose l'intérêt des actionnaires contre les conditions de travail et l'emploi des salariéEs mais aussi au détriment de l'ensemble de la population. En effet, la population paie, par ses impôts qui alimentent les dividendes des actionnaires, mais aussi en tant que consommateurE. C'est pour cela que la lutte contre les suppressions d'emplois et les licenciements n'est pas la seule affaire des salariéEs menacés immédiatement, mais de toutEs celles et ceux qui ne veulent pas laisser le gouvernement enrichir les très riches qui n'en ont jamais assez.

Cathy Billard

MEXIQUE Les 100 premiers jours d'Andrés Manuel Lopez Obrador

Retour sur la victoire d'Andrés Manuel Lopez Obrador lors de la récente élection présidentielle.



Obrador. WIKIMEDIA COMMONS

Depuis 1968, et au fil de leurs luttes, trois générations de MexicainEs ont pris conscience qu'ils et elles ne devaient pas seulement faire face à de mauvais gouvernements mais à un État capitaliste. Ce faisant, ils et elles sont devenus anticapitalistes, à l'image de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) et du Congrès national indigène (CNI), qui, en 1994, réclamaient simplement l'inscription de leurs droits dans la Constitution nationale.

Le pacte historique virtuel issu de la Révolution mexicaine entre les indigènes, les paysans et les ouvriers d'un côté, et, de l'autre, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), s'est effrité en 1982 avant de prendre fin en 1988. Depuis lors, les opprimés et les exploités ont cessé de vouloir convaincre les gouvernements d'alternance de l'importance de leurs luttes et de leurs mobilisations, qu'ils ont plutôt mises au service de la construction de fronts uniques de masse (comme l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca). Des fronts qui étaient, en eux-mêmes, des embryons de pouvoir populaire.

Mouvement populaire, victoire électorale

C'est ainsi que s'est construit un bloc rassemblant des paysans et des indigènes, des secteurs

ouvriers urbains, des étudiantEs et des précaires, mais également certaines franges capitalistes, commerçantes ou semi-artisanales, affectées par l'aggravation de la crise. Ce mouvement populaire, faute d'être parvenu à trouver une expression indépendante, s'est progressivement rapproché du Mouvement de régénération nationale (MORENA). AMLO [Andrés Manuel Lopez Obrador] a certes fait preuve de persévérance et de ténacité, mais si les masses n'avaient pas connu une telle trajectoire politique, sa seule ténacité n'aurait jamais réussi à ébranler un parti unique à plusieurs visages (PRI, Parti Action nationale, Parti de la révolution démocratique, etc.) intégré aux structures étatiques. Afin d'être accepté par Washington et par une partie de la classe dominante, AMLO a intégré dans la direction de MORENA des entrepreneurs et des politiciens de droite qui étaient auparavant membres du

PRI et du PAN. Des politiciens qui l'avaient combattu, et avec lesquels il gouvernera. Aujourd'hui, AMLO est au gouvernement et détient une majorité au Parlement, même si l'oligarchie continue d'exercer son pouvoir en contrôlant la Justice, les médias, les appareils répressifs et la bureaucratie d'État.

Double pouvoir

Il existe donc un double pouvoir, polarisé entre, d'un côté, l'oligarchie et un capital financier très enraciné et vigilant, et, de l'autre, un gouvernement qui tente de concilier l'inconciliable, accepte le système capitaliste et ses logiques d'exploitation et d'oppression, tout en voulant mener des réformes démocratiques. Et ce alors que ce gouvernement dépend des opprimés du Mexique et qu'il concentre leurs espoirs, tout comme ceux de millions d'expatriés aux États-Unis. Que peut-il donc se passer dans les prochains mois ? Le plus probable serait que l'oligarchie et Washington essaie de combattre de l'intérieur le gouvernement réformiste tout en faisant, au départ, profil bas. Durant ce délai, AMLO dispose d'une importante marge de manœuvre pour renforcer sa popularité en instaurant la révocabilité des élus et en s'en prenant aux hauts salaires et aux privilèges. Il pourrait également supprimer certaines institutions répressives, épurer la justice et la police, profiter de sa majorité dans les chambres parlementaires pour abroger toutes les lois réactionnaires, antinationales et liberticides instaurées de 1982 à aujourd'hui, prendre des mesures pour incarcérer les

assassins de journalistes ou les criminels d'Ayotzinapa [référence à la disparition de 43 étudiantEs en 2014], réussir la paix au Chiapas en intégrant les droits indigènes dans la Constitution.

Nombreuses inconnues

Il pourrait également accroître le pouvoir d'achat en augmentant les salaires et les aides sociales et porter un premier coup au narcotrafic en contrôlant les comptes bancaires afin d'empêcher le blanchiment d'argent et en combattant les complices des trafiquants au sein de l'appareil d'État. L'augmentation des moyens alloués à la santé et à l'éducation, et l'abrogation de la « loi Éducation » actuelle contestée par le corps enseignant, ainsi qu'un effort spécifique pour renforcer la sécurité des femmes, en combattant les féminicides et les viols, sont autant de mesures d'urgence qui conforteraient sa base populaire. Le nouveau gouvernement devrait également viser la réorganisation et le sauvetage de PEMEX [entreprise publique en charge de l'exploitation pétrolière], en lien avec les salariéEs. De la même façon, en s'alliant aux enseignantEs en lutte et en organisant une large consultation dans les universités, il pourrait réfléchir à l'élaboration d'une réforme de l'enseignement qui viserait à former des citoyenEs, armés pour étudier, comprendre et changer le monde dans lequel nous vivons. Reste à voir ce que le nouveau président va faire de tout cela et ce qu'en font, pourront en faire et feront ses électeurs.

Guillermo Almeyra
(traduction Coline P.)



Le monde en bref

Gaza Blocus renforcé pour cause de cerfs-volants. Nous l'avions évoqué dans l'Anticapitaliste n°435 : depuis plusieurs semaines, l'État d'Israël est obsédé par la nouvelle « arme » des jeunes PalestinienEs de Gaza, des cerfs-volants incendiaires. Des dispositifs rudimentaires qui permettent aux PalestinienEs de défier la technologie israélienne en matière de défense, et de provoquer des départs de feu de l'autre côté de la « frontière » avec Israël. Soit une faible portée militaire, mais une forte portée symbolique, tant l'opposition entre cerfs-volants et drones est révélatrice de la réalité des rapports de forces entre Israël et les PalestinienEs. Conscients de ce potentiel symbolique, les officiels israéliens avaient menacé à plusieurs reprises d'adopter des mesures supplémentaires de « représailles » contre Gaza. C'est désormais chose faite avec l'annonce par Benjamin Netanyahu, le lundi 9 juillet, de la fermeture du terminal de Keren Shalom, seul point d'entrée de marchandises, depuis Israël, dans la bande de Gaza. Soit un renforcement du blocus illégal et inhumain qui a déjà plongé la petite enclave côtière dans une situation de manque absolu, à un tel point que l'ONU considère que la bande de Gaza ne sera plus viable d'ici à trois ans. Et le Premier ministre israélien a averti : « Si ce phénomène [les cerfs-volants] continue, nous prendrons de nouvelles mesures, bien pires encore. » Un ton martial et menaçant, qui confirme que les autorités israéliennes sont prêtes à tout pour faire taire toute forme de contestation, et que tous les prétextes sont bons pour durcir encore un peu plus les conditions de vie des PalestinienEs, lesquels ne renoncent pas, malgré tout, à essayer de se faire entendre, et méritent tout notre soutien.



DR

ÉGYPTE La France au chevet du dictateur Sissi

« Égypte, une répression made in France » : le titre du rapport publié le 2 juillet par la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), la Ligue française des droits de l'homme (LDH), l'ONG égyptienne Cairo Institute for Human Rights Studies (CIHRS) et l'Observatoire des armements, est sans ambiguïté. Et confirme, documents à l'appui, le soutien sans faille de la France à la sanglante dictature militaire du maréchal Sissi.

L'explosion du montant des ventes françaises, en Égypte, d'armes et de technologie militaire, est patente : 39,6 millions d'euros en 2010, 1,3 milliard d'euros en 2016. Avec une accélération particulièrement notable à partir du coup d'État de Sissi à l'été 2013, puisque, comme le souligne le rapport, « en juillet 2013, l'Égypte et la France entretiennent, en matière d'armement, une relation commerciale constante mais modeste ».



Sissi et Macron. DR

« Une architecture de surveillance et de contrôle orwellienne »

À l'inverse des préconisations du Conseil des affaires étrangères de l'Union européenne, qui avait appelé, après le coup d'État, à « suspendre les licences d'exportation vers l'Égypte de tous les équipements qui pourraient être utilisés à des fins de répression interne », la France est devenue un partenaire privilégié pour la dictature militaire. Pour les ONG qui ont réalisé le rapport, le verdict est sans appel : « l'État et plusieurs

entreprises françaises ont participé à la sanglante répression égyptienne des cinq dernières années, en fournissant au régime d'Abdel Fattah el-Sissi du matériel militaire et de surveillance. Dotant les services de sécurité et de répression égyptiens de puissants outils numériques, elles ont participé à la mise en place d'une architecture de surveillance et de contrôle orwellienne, utilisée pour briser toute velléité de dissidence et de mobilisation ». Parmi la dizaine d'entreprises visées : Thales, Nexa, Manurhin, Sagem, Idemia, Suneris, que d'aucuns

s'obstinent encore à présenter comme des « fleurons de l'industrie française », voire des « fiertés nationales ».

Tout le « savoir-faire » français

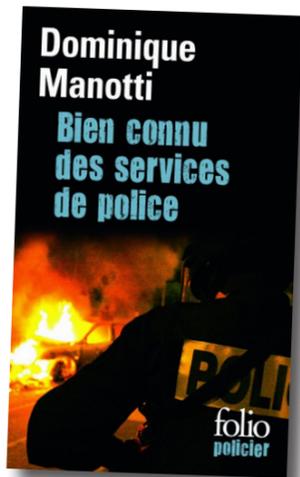
Navires de guerre, frégates, corvettes, avions de combat, missiles air-air, missiles de croisière, missiles air-sol, véhicules blindés, machines-outils à fabrication de cartouches, technologies de surveillance individuelle, d'interception de masse, de collecte des données individuelles et de contrôle des foules... C'est

tout le « savoir-faire » français qui s'est exporté, et s'exporte toujours en Égypte, pays dans lequel pas moins de 60 000 prisonnierEs politiques ont été incarcérés depuis 2013, où ont eu lieu des milliers de disparitions forcées, et où ont cours des procès de masse avec des milliers de condamnations à mort, la répression violente de toutes les manifestations, l'usage quasi systématique de la torture, etc. Avis à celles et ceux qui, parfois même à gauche, se réjouissent des « bons résultats » et du « rayonnement » de l'industrie française de l'armement : l'État et les entreprises exportatrices sont directement complices du régime sanguinaire de Sissi, et la solidarité élémentaire avec les ÉgyptienEs, et les autres peuples opprimés, passe par une condamnation sans ambiguïté de la politique française de soutien sans faille aux dictatures, au premier rang desquelles les régimes despotiques du Moyen-Orient, de l'Égypte à l'Arabie saoudite en passant par le Qatar et les Émirats arabes unis.

Julien Salingue

Syrie Les bouchers Poutine et Assad obtiennent la reddition de Deraa.

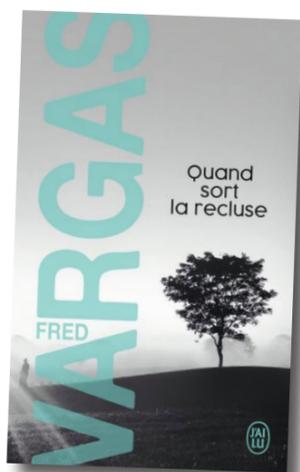
C'est une victoire non seulement militaire, mais aussi symbolique : après deux semaines de bombardement et de siège, qui ont provoqué la fuite de plus de 300 000 personnes, le régime syrien et son parrain russe ont obtenu la reddition de la ville syrienne de Deraa, au sud-ouest du pays. Le symbole est fort, car Deraa est l'une des villes dans lesquelles est né le soulèvement contre la dictature d'Assad. C'est en effet à Deraa qu'à la fin du mois de février 2011, après les chutes de Ben Ali et de Moubarak, une quinzaine de jeunes avaient écrit, sur le mur de leur école, un slogan anti-Assad rapidement devenu célèbre : « Jay alek el ddor ya doctor » (« Ton tour arrive, docteur »). Arrêtés, emprisonnés, torturés par les forces de sécurité : le sort de ces jeunes avait joué le rôle d'étincelle dans le pays, déclenchant une vague de manifestations populaires rapidement réprimées dans le sang par un régime conscient des risques révolutionnaires. Sept ans plus tard, comme le rapporte Libération, « Moscou a imposé aux rebelles syriens vendredi [6 juillet] un accord prévoyant leur désarmement, l'évacuation de ceux qui le souhaitent vers des secteurs insurgés ailleurs en Syrie et le retour des institutions étatiques dans la région. » Une nouvelle étape révélatrice de l'extension de l'influence russe dans le violent règlement de la crise syrienne, avec l'accord tacite des États-Unis de Trump et du reste de la « communauté internationale ». Comme l'a confié un responsable de la rébellion à Libération, « cette fois, on a compris que les Américains nous avaient vendus aux Russes, c'est pourquoi on a été obligés d'accepter les conditions de notre reddition, pour la survie de nos hommes et de nos familles ». Ils sont nombreux, ceux qui ont le sang du peuple syrien sur leurs mains : nous ne l'oublierons pas.



**Dominique Manotti,
Bien connu des
services de police**

Éditions Folio, 5,90 euros.

Dominique, bien connue des services du NPA, qui a, entre autres, participé, l'an passé, à notre université d'été, nous livre comme toujours un roman policier très engagé. Extrêmement bien documentée, s'inspirant de la vraie vie, elle aborde le sujet explosif des rapports police/banlieues avec un réalisme troublant. Les noms des localités sont à peine changés, et l'auteure nous plonge dans ce monde gris où délinquance et maintien de l'ordre se côtoient parfois de trop près, où les objectifs de maintien de l'ordre imposés par la « grande politique » fait monter la tension, jusqu'au moment où, incendies de squats immigrés aidant, l'explosion desdits « quartiers » est survenue en 2005. Le quotidien de 2018 est là pour nous montrer que le roman de Dominique reste malheureusement d'actualité.



**Fred Vargas,
Quand sort la recluse**

Éditions J'ai lu, 8,40 euros.

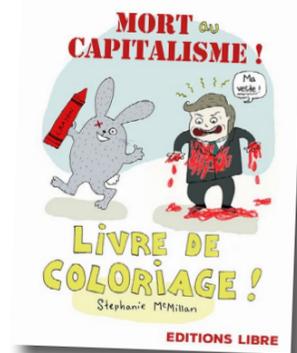
Connue et traduite dans plus de quarante pays, ayant vendu des millions d'exemplaires, Fred Vargas est une auteure à succès. Ici, contrairement à Manotti, nous sommes loin des affres d'une société en décomposition. Les flics y font bien leur métier, le commissaire est sympathique et cultivé, à l'opposé du héros classique, les méchants sont des vrais méchants, mais des méchants ordinaires, c'est juste une haine tout aussi ordinaire, presque justifiée, qui les fait agir. L'irruption de l'araignée tueuse dans ce contexte était une vraie gageure... en l'occurrence réussie.



**Ake Anstalling,
Le Travailleur
de l'extrême**

Éditions CMDE, 13 euros.

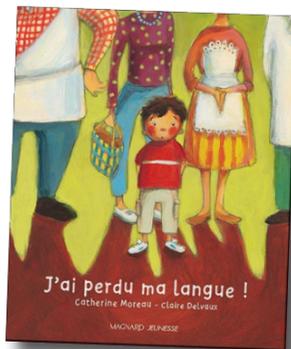
Le titre est déjà une parodie. On s'attend au récit épique du quotidien d'une profession à haut risque ou au moins à l'exposé d'une vie d'abnégation au service de... de qui au fait ? Du capital ? Eh bien non, tout à l'opposé, c'est une pure tranche de rigolade. Le sujet est certes sérieux, mais les situations décrites valent le coup, à se rouler carrément par terre. C'est la vie d'un mec, d'un mec d'aujourd'hui, un peu anar, un peu punk, qui vomit le travail et les chefs, qui le lui rendent bien. Il est très conscient des injustices, un précaire, les petits boulots qui s'enchaînent... Résister et saboter, ne pas perdre sa vie à la gagner. 15 récits de petits boulots vécus par l'auteur où l'absurdité le dispute au tragique. Le capitalisme vu d'en bas et l'envie de le mettre à sa place : la pouibelle.



Mort au capitalisme!

Éditions Libre, 7 euros.

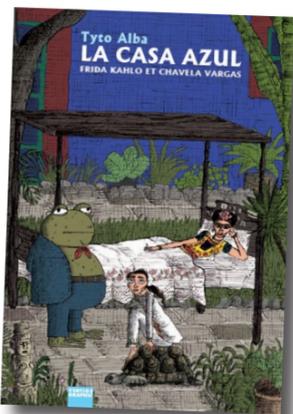
Un petit cahier de coloriage pour les vacances, une activité pour les enfants et les parents. Pendant que l'enfant dessine, les parents ont tout le loisir de lire les petites bulles... et charge à eux de l'expliquer aux enfants !



**Michaël Escoffier
(illustrations
Sébastien Mourrain),
J'ai perdu ma langue**

Seuil jeunesse, 11,90 euros.

Un livre pour tout-petits qui permet d'aborder un vocabulaire simple et une forme d'allégorie pour courir après la parole, et la trouver accessible devant nous. Ce petit livre fera découvrir à l'enfant différents lieux, au travers d'illustrations amusantes et ludiques.



**Tyto Alba,
La Casa Azul**

Éditions Vertige Graphic, 15 euros.

Une couverture d'un bleu profond : que pouvions nous attendre d'autre d'une BD qui s'apprête à nous raconter les anecdotes de vie de cette maison, la fameuse Casa Azul. Au travers des yeux de Chavela Vargas, icône de la chanson traditionnelle mexicaine, cette BD nous raconte la vie de la narratrice et de ses deux comparses de l'époque : Frida Kahlo et Diego Rivera. Un hommage à Chavela et Frida, deux figures féminines de l'art au Mexique, icônes aujourd'hui encore des mouvements féministes à travers le monde, et une entrée dans l'univers de la Casa Azul.



Comme chaque année, l'Anticapitaliste vous propose une sélection de livres pour l'été. Romans, essais, BD, livres pour la jeunesse : une variété de titres, la plupart récemment parus, pour certains déjà évoqués dans nos colonnes. Une sélection réalisée par la librairie La Brèche et par la rédaction du journal.

SOUS LES PAVÉS LA PLAGE!



CHARMAG

librairie
★ la-breche.com

URES



Pat Perna (dessins Nicolas Otero),
Mort par la France

Les Arènes BD, 20 euros.

« **N**ique la France et son passé colonialiste » (Zep, Nique la France). Comment commencer autrement la présentation de cette BD, qui raconte un crime de masse raciste encore nié par l'État français ? Une négation qui, au regard de la politique menée par Collob, n'étonne pas vraiment... Cette BD raconte la journée du 1^{er} décembre 1944 à Thiaroye au Sénégal, lorsque l'armée française coloniale a tiré et assassiné des centaines de soldats « indigènes », tirailleurs sénégalais. L'enjeu pour l'auteur est de rendre hommage à ces hommes mort PAR la France raciste et colonialiste.



Martin Barzilai,
Refuzniks

Libertalia, 20 euros.

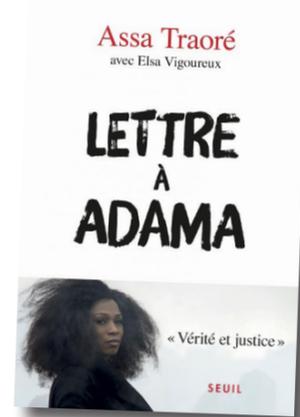
Ils et elles s'appellent Tamar, Yaron ou Gal. ÉtudiantEs, agriculteurEs, postierEs, ancienEs officiers ou parlementaires, vivant à Tel Aviv ou à Jérusalem, âgés de 20, 40 ou 60 ans... Entre 2007 et 2017, le photographe Martin Barzilai a rencontré à plusieurs reprises une cinquantaine de ces IsraélienEs dits « refuzniks », qui refusent, pour des raisons politiques ou morales, de servir une société militarisée à l'extrême où le passage par l'armée est constitutif de la citoyenneté. En filigrane, ces refuzniks racontent l'histoire d'Israël, ses failles et ses contradictions, son caractère pluriel. Et dressent le portrait d'une société où tout devra être repensé pour construire un futur moins sombre (présentation de l'éditeur).



Gaël Faye, Petit Pays

Le Livre de poche, 7,20 euros.

C'est à travers une bande de joyeux lurons vivant à Bujumbura, capitale du Burundi, qu'on découvre le génocide des Tutsis au Rwanda et au Burundi. Gabriel, âgé d'une dizaine d'années vit, dans un quartier aisé, « l'Impasse », avec son père entrepreneur français, sa mère rwandaise tutsi et sa sœur Ana. Ses copains : les jumeaux toujours prêts à raconter des histoires, Gino un autre métis, et Armand. L'essentiel : se retrouver pour chaparder des mangues, dans le combi Volkswagen pour rêver, s'échapper boire une bière au cabaret, se promener le long des bougainvilliers... Une enfance heureuse mais qui va peu à peu se ternir. D'abord avec la séparation de ses parents. Puis, par les bribes de conversations d'adultes, en écoutant à la radio avec Gino les nouvelles du front au Rwanda où le génocide débute en avril 1994. C'est aussi à travers le retour de sa mère dans son pays d'origine à la recherche de sa tante Eusébie, mère de quatre enfants qu'elle considère comme sa sœur, qu'il va mesurer l'ampleur du drame. Un génocide sous les yeux des Casques bleus et notamment de l'armée française qui a permis l'armement de l'armée rwandaise contre les Tutsis.



Assa Traoré,
Lettre à Adama

Avec Elsa Vigoureux, Seuil, 17 euros.

C'était en juillet 2016, il y a près de deux ans, et les circonstances de sa mort ne sont toujours pas connues ou plus exactement toujours pas reconnues officiellement par l'État.

Comme souvent dans ces cas-là, les agissements des policiers sont entourés d'opacité et de mensonges, et couverts par les institutions. Et ce sont les familles, les proches des victimes qui sont obligées de se battre, de s'organiser collectivement pour comprendre et faire savoir ce qui se passe, pour obtenir la transparence et la vérité. Dans cette lettre, Assa s'adresse à son frère, raconte en détail la journée où il meurt dans le commissariat de police, reconstitue les instants qui précèdent, décrit les heures et les jours qui suivent durant lesquels l'entourage se mobilise contre l'inacceptable. Elle raconte la répression qui s'abat sur les frères et la sœur d'Adama, contre celles et ceux qui osent se lever et dénoncer. C'est un combat pour la justice, pour la dignité, pour le respect et l'égalité des droits pour toutes et tous. Un combat loin d'être fini et qui rejoint celui d'autres familles, d'autres associations.



Angela Davis, Blues et Féminisme noir

Libertalia, 20 euros (avec un CD).

À travers la vie et l'œuvre de trois femmes noires, chanteuses de blues et de jazz, Angela Davis nous propose de découvrir à la fois l'univers musical dans lequel elles se sont trouvées plongées mais aussi et surtout l'émergence d'un féminisme noir anticipant les grands combats féministes ultérieurs. Si les discographes traditionnels du blues, généralement masculins, font plutôt la part belle aux hommes, Angela Davis nous fait partager le parcours des deux immenses « idoles » que furent Gertrude « Ma » Rainey et Bessie Smith. Des vies bousculées et bousculantes dans lesquelles les thèmes classiques du blues, la route et la misère sociale, se retrouvent au côté de la lutte politique, et surtout de la libération sexuelle. L'évocation de la vie et de la carrière de Billie Holiday est l'occasion d'un autre décryptage. Une chanteuse entre blues et jazz dont la presse étalait le plus souvent les difficultés de la vie et dont les textes étaient moins systématiquement « sociaux ». Angela Davis décode un deuxième degré dans l'interprétation de Billie Holiday, qui ouvre plus logiquement sur le célèbre *Strange Fruit*.

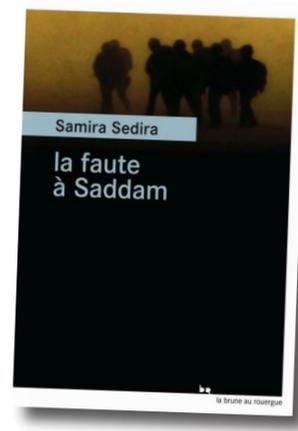
Au total, trois histoires de femmes qui donnent une belle place au féminisme noir sur la voie de la lutte pour la libération de toutes les femmes.



Olivier Guez,
La Disparition de Josef Mengele

Grasset, 18,50 euros.

Josef Mengele, considéré comme l'un des pires criminels nazis, médecin dans le camp d'extermination d'Auschwitz, surnommé « l'ange de la mort », a réussi pendant trente ans à passer au travers des mailles du filet. Soutenu par sa famille de riches industriels qui l'aidera à développer une filiale à Buenos Aires, il y vivra comme un roi alors que l'entreprise familiale, à Günzburg, prospérera allègrement, sans jamais être poursuivie. Olivier Guez, dans un récit très documenté, nous relate sa cavale. Il alterne judicieusement le récit de la deuxième vie de Josef Mengele, en exil, et celui de son passé dans l'Allemagne nazie, ne lésine pas sur les descriptions atroces des tortures et autres « expérimentations médicales » sur les personnes déportées, et détaille les aides et complicités dont Mengele a bénéficié pour se cacher en Amérique latine. À commencer par l'Argentine bienveillante, où il arrive en 1949. Mengele devra plus tard, fuir au Paraguay, puis au Brésil, où il mourra seul, dans un quartier mi-teux. On a du mal à interrompre la lecture de ce récit, vrai travail de recherche qui nous replonge dans l'horreur du nazisme et la lamentable réalité qui fut celle de l'Argentine de Perón.

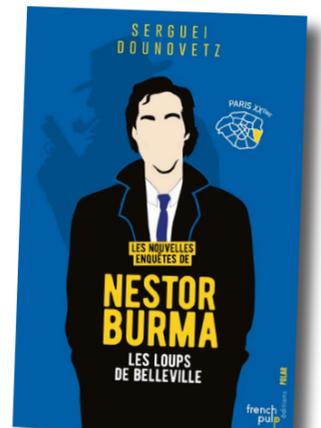


Samira Sedira,
La Faute à Saddam

La Brune au Rouergue, 13,50 euros.

Un très court roman, mais un sujet sensible, traité d'une façon sensible elle aussi. Deux jeunes français issus de l'immigration, engagés en 1990 dans les spahis, se retrouvent dans le désert du Koweït, dans

une guerre d'une forme incon nue jusque-là, à la merci du commandement américain. Comment peut-on être soldat français, quand on est d'origine maghrébine, dans un conflit où l'Occident se bat depuis un pays « arabe », contre un autre pays « arabe » ? La violence du racisme, qu'il n'avait pas anticipée, son incapacité à y répondre (quelle est l'échelle dans l'absurde d'être assimilé par ses propres camarades de régiment à l'ennemi ?), vont conduire un de ces garçons au suicide et l'autre, d'origine italienne, à la dépression. L'ennemi n'est d'ailleurs qu'une vague idée dans cette microguerre, attente stérile qui a étonné le monde et a ouvert la porte au chaos moyen-oriental.



Sergueï Dounovetz,
les Loups de Belleville

French Pulp, 15 euros.

La BD débute par une ouverture somptueuse par une cérémonie funéraire au Père-Lachaise où le nombre de flics et de barbouzes présents laisse comprendre très vite que les coups vont être tor dus. Rue de la Bidassoa, des Balkans, du Repos (la mal-nommée), des Vignoles, de la Réunion ou des Haies, nous ne sommes pas dans le vingtième arrondissement touristique mais bien au cœur d'un Paris contemporain où s'affrontent les révolutionnaires kurdes du PKK, menés par la commandante Mâlin Berbang, et les services secrets du Millî İstihbarat Teşkilat (MIT) accompagnés des « Loups gris » (la milice fasciste supplétive). L'histoire s'inspire beaucoup du triple meurtre survenu dans la nuit du 9 au 10 janvier 2013 au Centre d'information du Kurdistan, lorsque trois responsables femmes du PKK (dont une cofondatrice du parti) furent exécutées par un infiltré du MIT et des Loups gris. C'est donc sur fond de terrorisme, d'espionnage, de trafic de drogues et d'armes, ainsi que de prostitution, que le détective inventé par Léo Malet doit mener son enquête entre le double jeu de la DGSE et une police qui n'a pas les mains libres.



PHOTO THÉRIE ROUGE / MILO

POSTE La grève des postierEs du 92 se poursuit!

Après plus de 100 jours de grève, le point sur la grève des postierEs des Hauts-de-Seine (92).

Le 26 juin dernier, les postierEs du 92 entraînent dans leur quatrième mois de grève. Au départ, la grève est partie contre le licenciement de leur représentant syndical SUD PTT, Gaël Quirante, mais rapidement se sont ajoutées les revendications concernant les conditions de travail et le manque de personnels. Les grévistes réclament ainsi la fin des réorganisations et l'embauche en CDI des intérimaires.

Politique de la terre brûlée

La grève commence sérieusement à perturber la distribution du courrier : entre 15% et 20% des tournées ne sont plus assurées dans le département. À tel point qu'une sénatrice LR, Christine Lavarde, voudrait déposer un projet de loi pour imposer un « service minimum ». Eh oui, les bourgeois s'aperçoivent que, derrière le courrier qu'ils reçoivent, ce sont des travailleurEs qui bossent pour que ça fonctionne!

Face à cette grève, la direction de La Poste joue la politique de la terre brûlée. Depuis le 26 mars, elle a refusé de recevoir les grévistes en délégation et d'étudier sérieusement leurs revendications. Elle n'a fait aucune contre proposition. Au contraire, elle tente de jouer le pourrissement en utilisant la matraque : des cadres de la direction ont menacé, voire violenté des grévistes, et plusieurs fois la police est entrée, armée, dans les centres, pour tenter d'empêcher les prises de parole des grévistes. La direction tente également d'asphyxier financièrement les facteurs et factrices : c'est ainsi que la plupart des grévistes se sont retrouvés avec des paies à 0 euros!

Violences policières

Le déchaînement contre les grévistes a atteint un de ses paroxysmes le 5 juillet dernier, lorsque Nordine, un des grévistes, a été très violemment interpellé, alors que postiers et postières s'étaient rendus à Paris au côté de la famille d'Adama Traoré pour annoncer la manifestation contre les violences policières du 21 juillet. Les flics lui ont asséné des coups, l'ont soulevé en le maintenant tête en bas, l'ont traîné à terre, lui ont enfoncé des doigts dans les yeux... Il s'est retrouvé 18 heures en garde à vue, avant d'être libéré avec un simple « rappel à la loi » : autant dire qu'il n'y avait rien contre lui. Il va porter plainte contre la police pour obtenir réparation après les blessures et la privation de liberté qui lui ont été infligées. Pour les flics et les dirigeants, la convergence des grévistes avec les victimes des violences policières est en effet insupportable.

Une détermination intacte

Malgré cela, la détermination des grévistes reste intacte. Car ils et elles le savent : reprendre le travail serait une défaite face à la direction. Ils et elles sont donc décidés à poursuivre la grève, y compris durant l'été. Mais pour cela, il est indispensable qu'ils bénéficient du soutien des autres secteurs, et notamment de leur soutien financier. C'est pourquoi il est indispensable de verser et d'inciter les autres autour de soi à verser à la caisse de grève¹. Le 14 juillet, postiers et postières organisent un concert des luttes et des résistances, loin des défilés militaires et patriotiques des bourgeois. Soyons nombreux et nombreuses à nous y rendre pour afficher notre solidarité!

CONCERT DES LUTTES ET DES RÉSISTANCES
Rendez-vous le 14 juillet à 19 h,
salle Colonne (94, boulevard Auguste-Blanqui,
Paris 13^e, métro Glacière).

Perenna

1 - <https://www.lepotcommun.fr/pot/kgmfk166>

SNCF Le bras de fer continue

À la SNCF, la détermination à lutter est bien là, toujours là même si les dernières journées de grève appelées les 6 et 7 juillet ont été plus faiblement suivies que les précédentes, en partie à cause des congés d'été.

Ce n'est pas la résignation ou le renoncement qui dominant, mais bien au contraire une satisfaction d'avoir tenu jusque-là, et une envie de ne pas lâcher, de remettre à plus tard pour certainEs, peut-être à la rentrée, ou de continuer sous d'autres formes cet été.

Bilan d'étape

Après trois mois de mobilisation, et alors que l'été annonce une pause dans le mouvement, un premier bilan d'étape de la grève telle qu'elle a été menée s'impose. Parmi les acquis du mouvement, il y a, sans aucun doute, cette partie significative de la population qui s'est rangée du côté des cheminotEs, malgré les tentatives du gouvernement de les faire passer pour des « nantis » qui défendraient leurs prétendus « privilèges ».

Ce mouvement de grève a également battu des records, comparé aux mouvements précédents à la SNCF : par sa durée et par le nombre de grévistes qui s'y sont impliqués. La grève des cheminotEs s'est imposée, pendant trois mois, dans le paysage. Bien que la réforme ait été adoptée à l'issue du débat parlementaire, les cheminotEs, à l'exécution comme chez les cadres et la maîtrise, la rejettent toujours profondément. Enfin, cette grève a été l'occasion de nouer des liens militants forts entre cheminotEs de différentes branches, de constituer des réseaux, de militer dans des formes d'auto-organisation, de convaincre des cheminotEs non syndiquéEs, et souvent jeunes, de militer pour la construction de la grève, son renforcement en interne et son extension à d'autres secteurs mobilisés tels que la jeunesse, les fonctionnaires, les hospitalierEs, les électricienEs et gazierEs ou encore les postierEs. Car la possibilité que les cheminotEs arrivent à amplifier le rapport de forces en entraînant d'autres secteurs dans la grève est restée tout au long du mouvement, et reste à plus long terme une perspective que les dirigeants redoutent toujours, du côté du patronat comme du gouvernement.

Toujours mobiliséEs

Sans attendre la rentrée, une minorité non négligeable de cheminotEs reste mobilisée, tentant de maintenir le mouvement cet été



PHOTO THÉRIE ROUGE / MARTIN NODA

et de préparer une reprise après la pause estivale. Cela passe par le maintien de la pression vis-à-vis de la direction SNCF et des dirigeants locaux. Il reste à faire appliquer la décision de justice en faveur des grévistes, sur la retenue des repos sur le salaire, que la direction a injustement opéré. Il reste aussi à contester et dénoncer les attaques de la direction contre des cheminotEs pour faits de grève, comme ce militant à qui elle reproche d'avoir allumé une torche en gare de Nîmes, avec demande, pour ce simple geste, de son licenciement. Un exemple parmi d'autres...

Alors que les négociations sur la convention collective du ferroviaire ne sont pas terminées, la direction commence à remettre en cause des acquis gagnés par la lutte, variables en fonction des établissements et qui s'appliquent localement. C'est notamment le cas chez les conducteurEs et les contrôleurEs. Dans ces chantiers, les cheminotEs ne comptent pas laisser leur conditions de travail se dégrader sans réagir, à l'image des conducteurEs de manœuvres et de lignes locales de Sotteville-lès-Rouen (76), en grève reconductible depuis le 11 juin contre des suppressions

de postes et contre la remise en cause de leurs acquis locaux qui se traduirait par une perte de 200 euros par mois en moyenne.

Persévérer

Du côté des sommets syndicaux, on semble plus préoccupé par les négociations sur la convention collective et sur les protocoles d'accord qui préparent les prochaines élections professionnelles, que par les suites à donner à la mobilisation. CGT et SUD appellent néanmoins à poursuivre la mobilisation avec une prochaine journée de grève le 19 juillet. Les cheminotEs n'ont

pas l'intention de s'arrêter là, et exprimeront leur rejet de la politique de Macron sous différentes formes cet été même si, chez de nombreux collègues, c'est la rentrée sociale qui se fait attendre. En tenant tête à Macron pendant de longues semaines, les cheminotEs ont montré que le monde du travail ne manque pas de combativité, qu'il faut persévérer vers un mouvement de l'ensemble des salariéEs du public et du privé qui, seul, permettra de stopper l'offensive généralisée du patronat et de ses alliés du gouvernement.

Stella Monnot



FORD BLANQUEFORT

Toutes et tous concernéEs

Confrontés à la faiblesse de la mobilisation des salariéEs, nous cherchons les moyens de maintenir quand même une pression sur Ford comme sur les pouvoirs publics.

Par des actions visibles, nous devons sensibiliser la population, toucher à l'image de Ford et pousser les pouvoirs publics à agir. Sans rapport de forces c'est plus difficile mais pas impossible. La multiplication des initiatives permet de faire du bruit malgré tout.

Après Cologne, la manif de Bordeaux du 30 juin, cette semaine nous avons envahi le conseil de

Bordeaux Métropole, présidé par Juppé. À une trentaine, pour moitié des salariéEs de Ford, accompagnés de syndicalistes postiers, cheminotEs, enseignantEs, chômeurEs, intermittentEs, nous sommes rentrés dans l'enceinte, avons déployé notre banderole « Non à la fermeture de l'usine ». Rapidement Juppé a suspendu la séance, nous reprochant cette intrusion, quittant la salle. Comme il y avait eu refus de nous donner la parole, nous l'avons prise devant les élus, lisant un courrier envoyé la veille aux pouvoirs publics (gouvernement, préfet...) dénonçant leur inaction, demandant que l'État fasse son boulot, de défendre l'intérêt collectif contre la multinationale. Cette action a eu un très bon écho, un peu médiatisée, une vidéo circulant en ligne.

Des milliers d'emplois menacés

Nous tenons aussi à rappeler que l'usine Ford, ce n'est pas seulement 900 salariéEs « Ford », mais aussi des salariéEs sous-traitants dits « indirects » et, au-delà, les emplois induits par l'usine, sur le département, sur la région. Il s'agit de la vie économique et sociale qui s'organise autour et cela va jusqu'aux services, les emplois publics, les commerces... Dans le cas de l'usine Ford, cela représenterait 3000 emplois. Le chiffre est approximatif, mais pas remis en cause par les pouvoirs publics qui reconnaissent ne pas être capables de chiffrer précisément. Nous insistons sur ce chiffre de 3000 emplois induits car il montre que tout le monde est concerné, et cela met en évidence la responsabilité de l'État, des collectivités territoriales, en leur mettant une pression supplémentaire pour qu'ils interviennent. En clair, nous voulons que leur posture de « non-intervention » ou de prétendue « impuissance » soit intenable.

SANTÉ La dévastation de la Sécu est en cours

Par diverses mesures, le gouvernement met en œuvre ce programme afin d'achever le chantier de démolition de la Sécurité sociale, entamé depuis plus de 60 ans, mais qui n'a pas pu aboutir à son objectif final en raison de mobilisations sociales auxquelles se sont souvent heurtés les différents pouvoirs de gauche et de droite. Les députés LREM ont voté en commission des Lois, avant d'annoncer qu'ils feraient volte-face, un amendement supprimant toute référence à la Sécurité sociale dans le projet de révision constitutionnelle. Les termes « Sécurité sociale » étaient remplacés par « protection sociale » dans les différents articles de la Constitution... Or ces deux entités sont différentes. La Sécu est un acquis social, qui n'est certes pas indépendant de l'État, mais qui conserve une relative autonomie par son financement propre et est régie par des principes, notamment « chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins » et « la redistribution solidaire entre bien portant et malades, retraités et actifs, privés d'emploi et salariés ». En revanche, la protection sociale est un concept beaucoup plus large, sans définition juridique précise, pouvant englober des organismes privés, telles les assurances qui occupent une place en

Lors de sa campagne électorale, Macron avait annoncé son intention de « refonder la Sécurité sociale » : elle ne serait plus assise sur le travail. L'État, plus que « les partenaires sociaux », deviendrait le garant de cette protection, et le financement ne s'effectuerait pas exclusivement par les revenus du travail.



progression dans le « marché » de la complémentaire santé.

Hold-up d'État

CGT, FO, et même la CFDT ont réagi au projet de modification constitutionnelle par des communiqués s'alarmant des conséquences, pour la Sécurité sociale, de ce changement sémantique, et le journal *l'Humanité* a lancé

une pétition pour sa défense. Le Premier ministre Édouard Philippe a répondu en moins de 48 heures, prétendant qu'« il ne s'agit en aucune façon de mettre en cause la Sécurité sociale », mais il fallait être bien naïf pour croire à un recul dans ces conditions : un nouvel amendement a été déposé peu de temps après par le groupe LREM, remplaçant

dans le projet constitutionnel « loi de financement de la Sécurité sociale » par « loi de financement de la protection sociale ». Le projet de Macron reste intact et sa mise en œuvre se prépare par la loi de programmation des finances publiques adoptée en décembre, avec un budget 2018 qui prévoit que les excédents de la Sécu serviront à « la réduction du déficit de l'État sous forme de transfert dès 2019 ». Ces excédents pourraient atteindre 24 milliards d'euros en 2022, selon la Cour des comptes. Le déficit, construit notamment par l'exonération de la part patronale des cotisations sociales (environ 30 milliards par an, cette dernière décennie), a servi de prétexte aux mesures d'austérité qui ont frappé la Sécu et réduit ses prestations. Les excédents programmés par les lois de finances de la Sécu, qui continuent à amputer son budget en réduisant les dépenses de la branche maladie (1,94 milliard en 2018 et 2,01 milliards en 2019), sont désormais utilisés à de fins de démolition de l'institution.

S. Bernard

ILLE-ET-VILAINE Le conseil départemental (PS) supprime des aides à l'enfance!

Jusqu'à présent, le conseil départemental 35 accordait à toute famille étrangère démunie une allocation mensuelle lui permettant ainsi de subvenir aux besoins fondamentaux de ses enfants.

C'est par divers biais que nous avons appris que le conseil départemental avait voté, en catimini, en mars, la suppression de cette aide dès le 1^{er} septembre pour les ressortissantEs européenEs, et qu'elle serait limitée à trois mois renouvelables une fois, et sous condition, pour les autres familles étrangères sans titre de séjour.

Mobilisation générale

Or aucune famille ne peut prétendre régulariser sa situation dans un délai de six mois ! Cela signifie que, dès le 1^{er} septembre, des familles (une cinquantaine) n'auront plus aucune ressource



et que d'autres auront le couteau sous la gorge. Le conseil départemental a eu le culot de dire que c'était une

expérimentation et que les associations pourraient jouer le rôle de garde-fous, leur proposant même de participer à des réunions pour

examiner les situations des non-EuropéenEs. La première réunion aurait lieu en octobre ou novembre ! Afin de répondre à cette urgence, l'inter-orgas qui était née en soutien du squat de la Poterie à l'été 2017, et qui avait perdué durant l'occupation d'un gymnase en octobre-novembre, s'est reformée. C'est donc cette inter-orgas de soutien aux personnes migrantes qui a organisé, entre autres, une première manifestation le 20 juin, où nous étions plus de 200 à crier notre colère.

Le conseil départemental ne fait qu'appliquer la politique de l'État : restrictions pour certaines populations, donc stigmatisation, tout ça pour qu'il y ait plus d'argent dans les poches du patronat. Pas question de lâcher, nous continuerons de nous mobiliser contre cette décision inacceptable, mais aussi contre la loi asile-immigration, de Macron-Collomb et leur monde. Une seule solution, régularisation de touTEs les sans-papiers !

Correspondant

LE HAVRE Les grévistes perchévèrent!

La grève de l'hôpital psychiatrique du Havre (voir *l'Anticapitaliste* N°437) se poursuit depuis le 16 juin autour de l'occupation du toit des urgences. Face au mépris de l'Agence régionale de santé (ARS) et du ministère, les marques de soutien dans les services de santé et la population se multiplient.

Le collège des psychiatres a repris à son compte l'intégralité des revendications des grévistes. Le collectif de défense des services publics intervient sur les marchés et des banderoles fleurissent à des kilomètres à la ronde sur les hôpitaux, les EHPAD, les écoles et les entreprises. Le campement autour du toit est animé : concerts de soutien, slam, visites d'artistes, de personnalités... Mais aussi des patientEs que l'on retrouve nombreux et nombreuses sur le piquet. Un groupe de pompiers qui vient de déposer un patient aux urgences passe discuter : « On fait 40 bornes pour ramener un psychotique en crise, il sera quasiment revenu avant nous, ça n'a pas de sens... » Un peu plus tard, une infirmière de la PMI vient donner à la caisse de grève : « Ils ferment 17 postes dans le département, ça commence à bouger. »

Le mépris

Face à cette mobilisation, le ministère joue la montre. Jeudi 5 juillet, les grévistes montaient en car à Caen pour interpeller la ministre Agnès Buziness : refus d'audience. L'ARS, sur consigne du ministère, ne participe pas aux négociations. Édouard Philippe, ex-président du conseil de surveillance du Groupe hospitalier du Havre (GHH), ne répond pas aux interpellations. Trelcat, le nouveau directeur général du GHH, mène seul les négociations. Sa consigne : ne pas céder sur l'ouverture de lits pérennes pour ne pas invalider la ligne du ministère. Alors qu'il vient avec quelques cadres rencontrer les grévistes jeudi soir, ceux-ci lui proposent de passer la nuit à l'HP pour prendre la mesure de la situation. Réaction : on les accuse de séquestration... Le lendemain, des négociations ont lieu en préfecture où les mêmes propositions sont réitérées : ouverture d'un pool de nuit de 13 équivalents temps plein (ETP), actée en CHS en 2016 mais jamais mise en œuvre, 2 ETP aux urgences et un service de transit ouvert sur un autre site de l'hôpital de manière provisoire pour accueillir les patientEs susceptibles de sortir, et résorber ainsi provisoirement le problème des lits supplémentaires. Cette dernière proposition, alors que le centre Pierre-Janet dispose d'un pavillon tout neuf, non occupé, et prêt à servir, résume à elle seule la dimension politique de la bagarre autour du nombre de lits.

Après le Rouvray, ajouter une nouvelle victoire

Si chacunE est bien conscient des limites des propositions de la direction, l'AG des personnels de vendredi 6 juillet a donné mandat de négocier un protocole de fin de conflit sur la base des dernières propositions de la direction afin de passer l'été dans des conditions raisonnables pour les patientEs. Au vu du mépris affiché par les autorités, rien n'est pour autant réglé et une nouvelle manifestation de ville était organisée lundi 9 juillet. Ce qui est d'ores et déjà acquis, ce sont les liens qui se sont créés entre les personnels, la capacité à reprendre en main collectivement le métier, les soins et les conditions de travail face à la politique d'atomisation de l'ARS. On ne lâche rien.

Correspondant

Nous combattons aussi l'idée fautive selon laquelle Ford pourrait faire un « bon plan de licenciements », donner des primes de départ suffisantes, que les salariéEs pourraient finalement pas trop mal s'en sortir, que primes ou emploi, c'est un choix personnel. Alors que le sort de l'usine concerne au-delà des 900 salariés « Ford ». Les conditions d'un « PSE » ne s'appliquent qu'aux emplois directs. Personne ne s'occupe des conditions de licenciements et de suppressions pour tous les autres emplois : à la Sodexo (cantine de l'usine), chez les transporteurs ou, plus tard, dans les commerces alentour, pour les employéEs municipaux, dans les écoles...

Une ambiance qui évolue dans l'usine

Cette question des emplois induits montre la nécessité pour la population aux alentours de se mobiliser ensemble, pour défendre les emplois de touTEs, en soulignant que les emplois sont liés les uns aux autres. C'est justement

pour mobiliser largement que nous avons initié la manifestation unitaire le 30 juin et que nous en réorganiserons une autre en septembre. Toute action extérieure compte et peut aider pour la suite, même pour changer l'ambiance à l'intérieur de l'usine. Nos actions, notre résistance permettent actuellement de sensibiliser la population ; la sympathie s'exprime autour de nous. Cela ne peut qu'aider à redonner un peu de confiance et de fierté aux collègues. Plus la solidarité et l'intérêt collectif sont mis en avant, plus cela combat les réflexes individualistes. En tout cas, au fil des semaines, au fil de nos actions, dans l'usine l'ambiance évolue un peu, des collègues ont de plus en plus l'envie et la force de résister, de se défendre. Il est temps de perturber le plan de fermeture, d'imposer des solutions de maintien de l'activité d'une manière ou d'une autre. Cela signifie une mobilisation des salariéEs, de la population et des pouvoirs publics qui s'en mêlent.

Philippe Poutou



Les comités en action!

Ariège L'eau pour la vie, pas pour le maïs!

Le conseil départemental de l'Ariège veut détourner l'eau du Touyre, petit cours d'eau descendant du massif du Tabé, face au château de Montségur, pour augmenter le volume du lac de Montbel.



DR

Le but de ce projet? Fournir toujours plus d'eau aux gros maïsiculteurs des plaines de Haute-Garonne et de l'Aude.

En plus de la menace écologique, ce projet a nécessité des études coûteuses et les « socialistes » qui dirigent le département ont fait appel à une société privée de « communication » pour faire passer l'amère pilule.

Le détournement du cours d'eau va coûter 13 millions d'euros à un moment où l'agence du bassin Adour-Garonne est contrainte à des économies et où les communes ont de plus en plus de mal à financer les travaux d'adduction d'eau et d'assainissement.

Pour riposter, le comité ariégeois du NPA, au côté de la FI et EÉLV, ont lancé une pétition (le PS bien sûr, mais également le PCF, étant d'accord avec le détournement...) contre ce projet inutile et nuisible.

Merci de la signer sur <http://www.npa-ariège.org/spip/spip.php?article2315>

Correspondant

Marche solidaire pour les migrantEs

Une manifestation pour l'ouverture des frontières qui laisse la rage au ventre

La marche solidaire, partie le 30 avril de Vintimille, a effectué sa dernière étape sur le territoire français le 7 juillet dernier. Cette étape, de Gravelines à Calais, était forte en symboles puisqu'elle passait par le site de l'ancienne jungle, des campements de migrantEs cherchant à atteindre Londres et devant la frontière entre la France et la Grande-Bretagne.

Cette manifestation, qui a rassemblé un millier de personnes malgré un soleil de plomb, a été festive et dynamique. De plus, le travail des collectifs de sans-papiers franciliens au sein de la marche depuis son passage à Paris a rendu la manifestation plus offensive et politique. La très faible présence des migrantEs calaisiens nous rappelle les conséquences désastreuses du démantèlement brutal de la « Jungle » de Calais qui a affaibli tous les réseaux de luttes sur le secteur.

17 interpellations

Malgré la bonne ambiance générale, difficile de ne pas revenir la rage au ventre. La zone frontalière est devenue un vaste complexe de grillages et de barbelés, parsemé de camps de fortune où les migrantEs, dans des conditions d'hygiène et de sécurité désastreuses, se cachent dans l'espoir de pouvoir partir vers Londres. Devant le grillage de 4 mètres de haut matérialisant la frontière, le rapport de forces n'étant pas suffisant, le cortège a dû se contenter d'une action symbolique sans inquiéter le dispositif militaire sécurisant la frontière au détriment de vies humaines.

Le lendemain (dimanche 8 juillet), alors que la manifestation composée de marcheurEs avec et sans



DR

papiers était autorisée à se rendre jusqu'à Londres, le gouvernement, dans un acte qui rappelle son ignominie, a fait procéder à l'arrestation des 17 marcheurEs sans-papiers militantEs de plusieurs collectifs de la région parisienne, dont la CSP 75, au moment du passage de la frontière. Sur les 17 personnes arrêtées à 7 heures du matin, 12 ont été libérées dans l'après-midi suite à des rassemblements à Paris et à Calais. Cinq ont été transférées en centre de rétention administrative (CRA). Or, puisque du fait de la politique migratoire macabre de l'État, les CRA débordent, parmi les cinq camarades, trois ont été

transférés aux CRA de Lille et de Rouen, les deux autres restant à Calais.

Délit de manifestation

Alors que la préfecture disposait de l'identité de nos camarades sans-papiers et que la manifestation était autorisée, l'État, par cet acte, a souhaité rappeler, comme il le fait de plus en plus régulièrement, que celles et ceux qui luttent s'exposent à l'arbitraire des forces de l'ordre. Pire, il a été reproché aux camarades emprisonnés d'avoir manifesté! Le message de l'État est clair : lutter est devenu un crime pour les sans-papiers.

Le gouvernement rappelle également, par ces arrestations, sa volonté de renforcer les frontières, quitte à rendre de plus en plus vulnérables celles et ceux qui souhaitent s'installer en France pour fuir la misère et la guerre engendrées par le colonialisme et l'impérialisme. Face à cet État raciste, répressif et autoritaire, qui n'hésite pas à tuer aux frontières, à maintenir des individus dans des conditions de vie inhumaines et à renvoyer des hommes et des femmes dans des pays qu'ils ont pourtant fuis au péril de leur vie, il devient urgent de créer un véritable rapport de forces. L'État s'exerce sur les migrantEs et les quartiers avant d'étendre ces pratiques à l'ensemble de la population. Si nous ne réagissons pas, demain les centres de rétention, prisons extra-légales, seront bientôt la norme comme l'état d'urgence l'est devenu.

Il est donc essentiel, dans un premier temps, que nous soyons nombreux et nombreuses à nous rassembler, samedi 14 juillet à 14 heures à Paris devant le ministère de l'Intérieur, 18, rue des Pyrénées, pour manifester en direction du CRA de Vincennes contre les centres de rétention et la politique migratoire du gouvernement (voir page 4).

Hugo et Elisa (Paris 17-18)

Université d'été du NPA

Mai 68, Karl Marx et dégustation de vins

Les congés ont déjà commencé pour certainEs, les grandes compétitions sportives se succèdent: pas de doute, c'est l'été! L'heure pour le NPA de finaliser le programme de son université d'été annuelle, dont nous vous donnons ici un aperçu, forcément partiel, mais d'autres informations suivront dès la semaine prochaine.

Anniversaires obligent, l'université d'été 2018 sera placée sous le double sceau du cinquantenaire du mouvement de mai-juin 1968 et du bicentenaire de la naissance de Karl Marx.

Deux anniversaires

Un cycle « Mai 68 » est donc organisé, qui tente d'aborder les événements de l'année 1968 dans leur portée internationale, avec des ateliers consacrés à l'année 1968 au Japon, en Italie, mais aussi en Martinique où, dès 1967, un soulèvement populaire fut réprimé par la puissance coloniale française. Du côté du vieux barbu allemand, des séances intitulées « Karl Marx, penseur du capitalisme », « Karl Marx, penseur de la transformation socialiste » ou encore « L'actualité du matérialisme historique » se tiendront, avec des interventions – entre autres – d'Alain Bihr, de Michael Löwy, de Ludivine Bantigny et de Catherine Samary, mais



aussi d'Olivier Besancenot autour de la question du temps de travail chez Marx et les marxistes.

Des commissions et des invitéEs

Les commissions du NPA seront également de la partie, avec par exemple, une importante

discussion, organisée par la Commission nationale d'intervention féministe, consacrée aux grandes mobilisations internationales des femmes, contre les violences et/ou pour le droit à l'IVG, des ateliers organisés par la Commission nationale écologie (sur le nucléaire, la biodiversité, la lutte de Notre-Dame-des-Landes...), la Commission internationale (Nicaragua, colonialisme français, système-dette...), la Commission santé-social ou la Commission migrations-antiracisme.

Parmi nos invitéEs, Mathilde Larrière et Laurence de Cock nous expliqueront qu'en histoire, « la vulgarisation est un sport de combat », Michael Löwy nous éclairera sur la rencontre, en 1938, entre Léon Trotsky et André Breton, Dominique Vidal (voir interview page 12) reviendra sur son ouvrage consacré au dangereux amalgame entre antisémitisme et antisémitisme, Mickaël Correia discutera des liens entre groupes de supporters et

mouvements sociaux, et nous aurons également le plaisir de recevoir Emma, auteure de BD et blogueuse féministe. Edwy Plenel, fondateur de Mediapart, sera également parmi nous.

Des films... et bien d'autres surprises

Comme nous l'avons déjà signalé dans nos colonnes, le réalisateur Stéphane Brizé sera présent pour animer une projection-débat de son dernier film, *En Guerre*. À noter également la projection, dans sa version définitive, du documentaire réalisé cette année par le NPA (*Mai 68 : tout changer*), ou encore la pièce *Made in Palestine*, par le Théâtre Croquemitaine, venu de Belgique. Et puisque l'on innove chaque année, notez que la projection du documentaire *Wine Calling*, consacré à des vignerons produisant du vin « naturel et sans artifices », sera suivie d'une dégustation de vins du Roussillon! Avec la plage, les discussions autour d'un verre, les tournois endiablés de pétanque et bien d'autres surprises, personne n'aura le temps de s'ennuyer lors d'une université d'été qui promet d'être studieuse et ludique, meilleur moyen de préparer la rentrée.

Commission université d'été

l'Anticapitaliste la revue

Le n°98 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Il y a 80 ans

André Breton et Léon Trotsky aux pieds du volcan Popocatepétl

Lors de la prochaine université d'été du NPA (voir page 10), notre camarade Michael Löwy animera un atelier autour de la rencontre entre Léon Trotsky et André Breton en 1938. Nous lui avons demandé de rédiger un court texte qui, sans résumer l'atelier, donne une idée de ce que sera sa tonalité et son contenu.

Il y a 80 ans, pendant l'été 1938, l'Aigle et le Lion se sont rencontrés au Mexique, aux pieds des volcans Popocatepétl et Ixtaccuatl. Une rencontre surprenante, entre personnalités apparemment situées aux antipodes : l'un, héritier révolutionnaire des Lumières, l'autre, installé sur la queue de la comète romantique ; l'un, fondateur de l'Armée rouge, l'autre, initiateur de l'aventure surréaliste. Leur relation était assez inégale : Breton vouait une énorme admiration pour le révolutionnaire d'Octobre, tandis que Trotsky, tout en respectant le courage et la lucidité du poète, avait quelques difficultés à comprendre le surréalisme... Sans parler de ses goûts littéraires, qui le portaient plutôt vers les grands classiques réalistes du 19^e siècle. Et pourtant, le courant est passé, le Russe et le Français ont trouvé un langage commun : l'internationalisme, la révolution. De cette rencontre, du frottement de ces deux pierres volcaniques, est issue une étincelle qui brille encore : le *Manifeste pour un art révolutionnaire indépendant*. Un document communiste libertaire, antifasciste et allergique au stalinisme, qui proclame la vocation révolutionnaire de l'art et sa nécessaire indépendance par rapports aux États et aux appareils politiques.

Un Manifeste d'une étonnante actualité

L'idée du document est venue de Léon Trotsky, tout de suite acceptée par André Breton. Il fut



Trotsky, Rivera et Breton. DR

rédigé à quatre mains, après de longues conversations, discussions, échanges, et sans doute quelques désaccords, et signée d'André Breton et Diego Rivera, le grand peintre muraliste mexicain, à l'époque fervent partisan de Trotsky (ils vont se brouiller peu après). Ce petit mensonge inoffensif était dû à la conviction du vieux bolchevik qu'un manifeste sur l'art devrait être signé uniquement par des artistes. Le texte avait une forte tonalité libertaire, notamment dans la formule, proposée par Trotsky, proclamant que, dans une société révolutionnaire, le régime des artistes devrait être « anarchiste », c'est-à-dire fondé sur la liberté illimitée. Le Manifeste garde,

80 années plus tard, une étonnante actualité, mais il n'en souffre pas moins de certaines limites, dues à la conjoncture historique de sa rédaction. Par exemple, les auteurs dénoncent, avec beaucoup d'acuité, les entraves à la liberté des artistes, imposées par les États, notamment (mais pas seulement) totalitaires. Mais, curieusement, il manque une discussion, et une critique, des entraves qui résultent du marché capitaliste et du fétichisme de la marchandise...

Fédération internationale pour l'art révolutionnaire indépendant

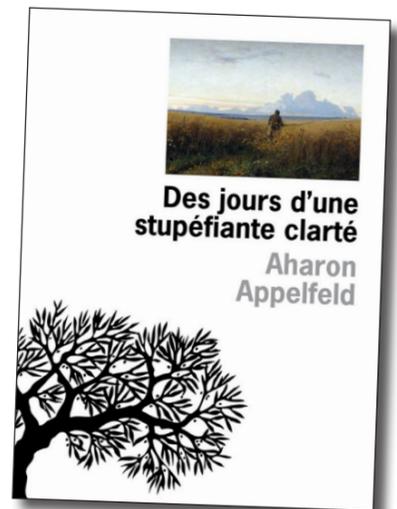
Le Manifeste se concluait par un appel à créer un mouvement large,

incluant tous ceux et toutes celles qui se reconnaissent dans l'esprit général du document. Ainsi fut fondée la FIARI, Fédération internationale pour l'art révolutionnaire indépendant, qui a réussi à rassembler non seulement les partisans de Trotsky et les amis de Breton, mais aussi des anarchistes et des écrivains ou artistes indépendants. La Fédération avait une publication, la revue *Clé*, dont le rédacteur était Maurice Nadeau, à l'époque jeune militant trotskiste avec beaucoup d'intérêt pour le surréalisme (il sera l'auteur, en 1946, de la première *Histoire du Surréalisme*). Le gérant était Léo Malet et le « Comité national » était composé de : Yves Allégret, André Breton, Michel Collinet, Jean Giono, Maurice Heine, Pierre Mabille, Marcel Martinet, André Masson, Henry Poulaille, Gérard Rosenthal, Maurice Wullens. Parmi les autres participants on trouvait : Gaston Bachelard, Georges Henein, Michel Leiris, Roger Martin du Gard, Albert Paraz, Henri Pastoureau, Benjamin Péret, Herbert Read, Diego Rivera, Léon Trotsky... Ces noms donnent une idée de la capacité de la FIARI à associer des personnalités politiques, culturelles et artistiques assez diverses. La revue *Clé* n'a connu que 2 numéros en deux livraisons du n°1 (janvier 1939) au n°2 (février 1939). La FIARI a été une belle expérience « marxiste libertaire », mais de courte durée : en septembre 1939, le début de la Seconde Guerre mondiale a mis fin, de facto, à la Fédération...

Michael Löwy

Post-scriptum : en 1965, notre ami Michel Lequenne, à l'époque un des dirigeants du Parti communiste internationaliste (PCI), a proposé au Groupe surréaliste une refondation de la FIARI. Il semble que l'idée n'a pas déplu à André Breton, mais elle fut finalement rejetée par une déclaration collective, en date du 19 avril 1966, signée de Philippe Audoin, Vincent Bounoure, André Breton, Gérard Legrand, José Pierre et Jean Schuster – pour le Mouvement surréaliste.

Roman



Des jours d'une stupéfiante clarté, d'Aharon Appelfeld

Éditions de l'Olivier, 272 pages, 20,50 euros.

Théo Kornfeld a 20 ans et il erre sur les chemins, quelque part en Europe de l'Est. Il est juif et vient de survivre à l'enfer concentrationnaire. L'Armée rouge a libéré le camp dans lequel le jeune homme avait été déporté.

Existe-t-il encore un « chez soi » ?

C'est un roman solaire, baigné par la lumière à chaque page qui s'écoule et se tourne. On y rencontre la mère de Théo, une mère si belle, si fantasque, qu'il ne comprend pas, qu'il n'a jamais comprise mais qu'il a tant aimée. Une mère exaltée qui s'en allait chercher la beauté du monde dans les monastères et les églises, entraînant l'enfant à sa suite dans ses pérégrinations mystiques. On y rencontre son père, un libraire silencieux qu'il a plus côtoyé que réellement connu, et qu'une autre rescapée dont il partagera la route lui racontera la jeunesse. Comment peut-on encore rentrer chez soi, comme le souhaite Théo, quand même l'esprit a été colonisé par la machinerie génocidaire, par la volonté exterminatrice ? Existe-t-il encore un « chez-soi » pour ces Juifs et Juives qui ont survécu à l'enfer ? Que peut-on dire encore après ça, que peut-on encore raconter ?, s'interroge un homme que Théo croisera. Quelles valeurs ont encore cours ?

Profonde humanité

Des figures fortes émaillent ce livre, comme cette femme qui ne dort plus, et se consacre dorénavant à nourrir les autres rescapés. C'est un très beau livre, nécessaire à une époque où l'antisémitisme n'est pas mort, où le négationnisme continue de s'exprimer. C'est le dernier roman d'Aharon Appelfeld, avant sa mort au début de l'année. Juif roumain, évadé d'un camp en Transnistrie, il s'est caché plusieurs mois dans les forêts d'Ukraine avant d'être recueilli par l'Armée rouge. Tout juste traduit en français, cet ouvrage écrit en hébreu résonne pourtant d'une myriade de langues, d'ukrainien, d'allemand, de roumain, et par-dessus tout de yiddish ; un ouvrage empli d'un foisonnement de voix... *Des jours d'une stupéfiante clarté* est un roman d'une humanité profonde. C'est le roman de l'humanité qui se redresse après la catastrophe, essuie la poussière sur ses vêtements et avance vers l'horizon. Vers le soleil.

Brina

Essai

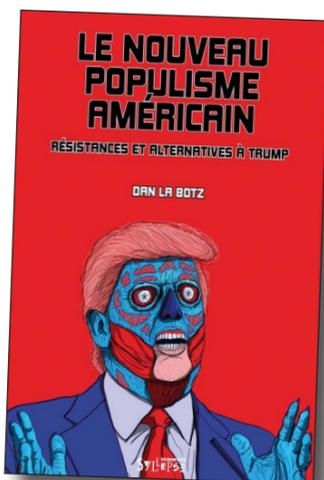
Tump ne cesse d'étonner tant son propre pays que le reste du monde, renforçant le climat d'incertitude généralisée. Certains se sont faits les spécialistes des analyses de ses actes et gestes quotidiens, de sa vie personnelle. Des psychologues ont suggéré qu'il souffrait de troubles de la personnalité... Le livre de l'universitaire et militant américain Dan La Botz a la mérite de montrer que le « trumpisme » n'est pas une simple aberration mais, au contraire, prend sa place dans une histoire longue des États-Unis.

Décomposition idéologique

L'élection de Donald Trump, soutient Dan La Botz, est le produit de la décomposition de l'idéologie qui légitimait le système économique et politique américain depuis l'après Seconde Guerre mondiale. Cette décomposition a pour causes la crise économique (qui ruine certaines régions), la montée vertigineuse des inégalités (qui mine le mythe de l'égalité des chances) et le déclin de l'hégémonie US dont témoignent les défaites des États-Unis depuis la guerre de Vietnam jusqu'à l'Irak, ainsi que la montée de la Chine. Il faut y ajouter le fait que les lois sur les droits civiques et la législation sociale n'ont pas fait des Noirs des citoyens à part entière. Pour des raisons différentes, des millions de

Le nouveau populisme américain, de Dan La Botz

Syllepse, 288 pages, 20 euros.



personnes ont ainsi cessé de croire dans l'idéologie dominante. Après la déception de la présidence Obama, cette situation est apparue clairement lors de l'élection présidentielle de 2016. À gauche, Bernie Sanders s'élevait contre la « classe des milliardaires » et appelait à une « révolution politique ». Tandis qu'à droite, Trump attaquait le gouvernement, les partis, les médias et les étrangers et célébrait l'« America

first ! », l'Amérique d'abord. Chacun d'entre eux apparaissait comme un rebelle au sein du parti dans lequel il concourait. L'appareil démocrate a tout fait pour favoriser la victoire d'Hillary Clinton sur Sanders, et Trump l'a emporté. Le « trumpisme » vise donc à redonner une idéologie aux États-Unis en crise et à souder un bloc social et politique autour de celle-ci ; cela ne va pas sans contradictions : c'est une des causes de l'instabilité des équipes autour du président. Quant à Trump lui-même, il est, explique La Botz, « le capitalisme incarné, le créateur-destructeur pour qui le profit et le pouvoir sont tout, et l'humanité rien ».

Quelle réponse de gauche ?

Dans des chapitres particulièrement intéressants, Dan La Botz montre comment Trump et Sanders, chacun à leur façon, sont les héritiers d'un pan de l'histoire étatsunienne. Trump de celle d'un populisme réactionnaire, xénophobe et raciste. Sanders d'une tradition socialiste toujours minoritaire mais qui a eu à certaines périodes une influence non négligeable. On retrouvera en particulier retracé dans l'ouvrage le cheminement qui a amené, depuis les années 1930

et 1940, les courants politiques de gauche (voire d'extrême gauche) à prioriser de fait un travail d'influence au sein du Parti démocrate (pour renforcer le poids de sa composante populaire et ouvrière) même s'ils maintenaient une expression politique indépendante à l'extérieur. Cette politique a échoué à endiguer l'évolution à droite des Démocrates. Seuls les courants trotskystes se sont attelés (avec un succès limité) à la construction d'organisations indépendantes. Pour sa part, La Botz insiste sur la nécessité pour les courants de gauche de ne pas se couler dans le moule démocrate, même s'il pense qu'un parti des travailleurs viendra plus probablement d'une rupture du Parti démocrate. Face à Trump, des mouvements d'opposition se sont affirmés (manifestations massives des femmes, mobilisation des jeunes contre les armes, grèves des enseignants...) dans un climat très polarisé où, même si c'est de manière très confuse, un intérêt nouveau se manifeste pour les idées socialistes. L'avenir, souligne La Botz, dépendra d'un débat sans merci sur les idées, et de la capacité à mobiliser des millions de personnes. **Henri Wilno**

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA
librairie
 ★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
 Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :
 Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

« Parler d'une "montée des actes antisémites" n'a pas de sens »

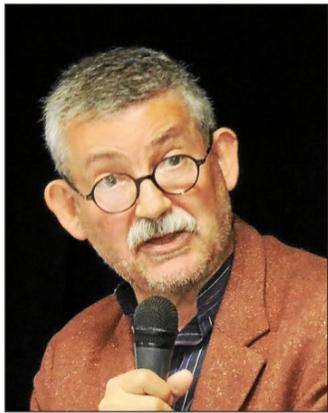
Entretien. **Dominique Vidal** est journaliste et historien. Il a récemment publié « Antisionisme = antisémitisme ? Réponse à Emmanuel Macron » aux éditions Libertalia. Nous revenons ici avec lui sur les thématiques abordées dans l'ouvrage, qu'il aura l'occasion de développer lors de notre prochaine université d'été dont il est l'un des invités.

Tu publies un livre sous-titré « Réponse à Emmanuel Macron », à propos de l'amalgame entre antisionisme et antisémitisme. Pourquoi as-tu ressenti la nécessité d'écrire ce livre ?

Le 16 juillet 2017, lors des commémorations du 75^e anniversaire de la rafle du Vél d'Hiv', en présence de Benjamin Netanyahu, Emmanuel Macron déclare : « Nous ne céderons rien à l'antisionisme car il est la forme réinventée de l'antisémitisme. » J'étais en train d'écouter le discours, et cela m'a paru incroyable. Pour la première fois, un président de la République se mêlait de ce débat, qui est un débat d'idées, dans lequel il n'a pas à indiquer qui a raison et qui a tort. Même Nicolas Sarkozy et François Hollande, dont on sait l'amitié qu'ils portent à Israël, et même l'amour, en ce qui concerne François Hollande, qui avait évoqué un « chant d'amour pour Israël », ne l'avaient pas fait.

En entendant cela, et en apprenant par la suite qu'il s'agissait d'une phrase improvisée, qui ne figurait pas dans le discours tel qu'il avait été préparé, cela m'a suggéré deux choses. La première, c'est un véritable étonnement sur la méconnaissance de l'histoire du sionisme, des Juifs, d'Israël. On peut évidemment comprendre qu'il n'ait pas été formé à ce type de questions, mais à ce moment-là, autant ne pas intervenir... Je me suis donc dit qu'il fallait essayer de remettre les choses en place, qu'il s'agisse de la question de l'antisémitisme ou de celle de l'antisionisme, et de donner aux lecteurs pas forcément avertis les éléments nécessaires pour se faire leur propre opinion. C'était déjà cette démarche « pédagogique » qui m'avait guidé lors de la rédaction d'autres livres, qu'il s'agisse du *Péché originel d'Israël*, appuyé sur les travaux d'historiens israéliens sur la Nakba, ou de mon ouvrage *Les Historiens allemands relisent la Shoah*.

La deuxième chose, au-delà de l'incompétence historique dont témoigne cette phrase d'Emmanuel Macron, c'est qu'il y a un vrai danger pour les libertés qui sont les nôtres. Où va-t-on ? Est-ce qu'on imagine les communistes demandant l'interdiction de l'anticommunisme ? Les gaullistes demandant l'interdiction de l'antigaullisme ? Les libéraux demandant l'interdiction de l'altermondialisme ? Or c'est bien de cela dont il s'agit lorsque le président du CRIF, s'engouffrant dans la brèche ouverte par Macron, demande l'adoption d'une loi d'interdiction de l'antisionisme, puis d'une définition extrêmement alambiquée de l'antisionisme qui revient à interdire toute forme de critique de la politique israélienne. Ce qui au passage n'est pas très étonnant de la part du CRIF et de son président Francis Kalifat, dont on sait qu'il a été membre du Betar quand il était plus jeune : il s'agit de la deuxième étape d'une bataille débutée avec la volonté de



criminaliser, voire d'interdire le mouvement BDS, mais qui n'a pas donné les résultats escomptés...

Depuis la sortie de ton livre, on a vu la double parution d'une pétition-manifeste, dans le Journal du dimanche, et d'un livre sur le « nouvel antisémitisme en France », à propos desquels tu n'as pas ménagé tes critiques...

Tout à fait. Je voudrais d'abord dire quelque chose qui me tient à cœur : je suis frappé par le fait que ce manifeste, que j'appelle dans mes conférences le manifeste de Val et Valls, soit tombé dans l'oubli une semaine après sa parution. Même les signataires, les principaux acteurs de ce manifeste, n'ont pas jugé utile de le défendre. Pour donner un exemple précis, j'ai assisté, lors d'une soirée organisée par Mediapart à laquelle j'avais été invité, à la performance de Raphaël Enthoven, intervenant dans le débat précédent, qui a consacré l'essentiel de son temps à exposer les points de désaccord qu'il avait avec le texte ! Et on se demandait bien pourquoi il avait signé un texte avec lequel il était visiblement très largement en désaccord... C'est la clé pour comprendre ce qui s'est passé : des pressions ont été exercées sur un certain nombre d'intellectuels pour qu'ils signent ce texte, certains se sont laissés faire et ont signé un manifeste qu'ils n'avaient parfois même pas

lu et, une fois le texte paru, une fois qu'il était avéré qu'il s'agissait d'un texte d'une pauvreté intellectuelle rare, à peu près personne n'a voulu le défendre.

Pour revenir aux questions de fond, ce texte porte une analyse fautive, et les faits sont là pour le prouver. Ainsi, si l'on parle de l'antisémitisme comme idéologie, personne ne peut nier qu'il s'agit d'une idéologie marginale en France ! Je donne toujours un exemple qui me semble significatif : en 1946, l'Ifop réalise pour la première fois un sondage dans lequel elle demande si les Juifs sont « des Français comme les autres », question à laquelle un petit tiers des sondés répondent « oui » ; dans une récente enquête du même type, réalisée par Ipsos, ils sont 92%. Quand on en est à ce niveau-là, on ne peut pas discuter le fait que l'antisémitisme soit, en France, une idéologie marginale. En revanche, et c'est un fait que l'on doit évidemment prendre en compte, il y a le maintien d'un certain nombre de préjugés, avec en gros la moitié des sondés qui estiment que les Juifs ont « trop de pouvoir », qu'ils ont un rapport particulier à l'argent, qu'ils sont plus attachés à Israël qu'à la France, etc. On parle bien ici de préjugés antisémites. Mais je ne crois pas que l'on puisse considérer que des préjugés équivalent nécessairement à une forme de racisme. On sait qu'il existe des préjugés sur divers groupes, des Bretons aux Auvergnats, sans que cela signifie qu'il existe un racisme anti-breton ou anti-auvergnat. Il s'agit de ne pas confondre idéologie et préjugés.

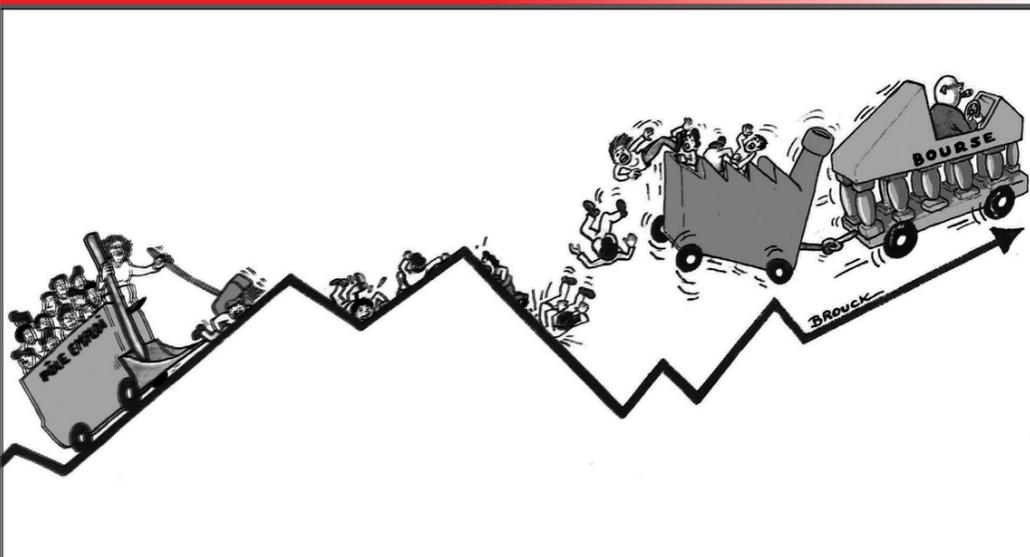
Il y a bien des actions antisémites, causées ultra-violentes, qui ont causé des morts au cours des dernières années.

On a connu un pic d'actions antisémites au début des années 2000, qui ont coïncidé avec la « deuxième Intifada » et sa répression par Israël. Mais depuis, on a eu, de manière irrégulière, un reflux très net de ces actes. Parler d'une « montée

des actes antisémites » n'a donc pas de sens. Mais il y a évidemment un point très important : il y a moins d'actions antisémites, mais certaines sont plus violentes qu'elles ne l'étaient auparavant. On a ainsi les huit victimes de Merah et de Coulibaly, sur lesquels il n'y a pas de doute : ce sont des tueurs antijuifs, qui ont la haine des Juifs, qui l'ont expliquée, notamment dans des vidéos. Et on a trois autres cas : Ilan Halimi, Lucie Attal [également connue sous le nom de Sarah Halimi] et Mireille Knoll. Je ne suis ni policier ni juge mais je vois bien qu'il est très difficile, dans ces trois cas de mort violente, de faire la part de ce qui est du domaine de l'antisémitisme, qui n'est pas discutable puisqu'il s'agit bien de cibles juives, mais il y a de toute évidence une dimension crapuleuse dans ces crimes : dans le cas d'Ilan Halimi, ce que Fofana veut, c'est de l'argent, qu'il espère obtenir car il croit que les Juifs sont riches. Il y a en outre un élément supplémentaire, que personne ne semble vouloir prendre en compte et dont il est impossible de parler dans les médias : la dimension psychiatrique. Quand on regarde par l'exemple l'affaire Mireille Knoll, on ne peut pas ne pas se poser cette question. Un des deux assassins était proche de Mireille Knoll depuis son enfance : il allait chez elle, il buvait des verres avec elle, il lui faisait des courses, elle était intervenue en sa faveur dans une affaire judiciaire, etc. Donc j'ai du mal à entendre qu'il ait découvert tout d'un coup qu'elle était juive et qu'il fallait la tuer parce que juive... Dans ces cas de violences, de violences meurtrières, il faut donc essayer de faire la part des choses afin de comprendre ce à quoi on est confronté et de refuser tous les raccourcis et amalgames, tout en constatant évidemment que ces meurtres sont perçus d'abord comme antisémites, et jouent un rôle important dans tous les débats autour de l'antisémitisme et du racisme.

Propos recueillis par Julien Salingue

L'image de la semaine



Vu ailleurs

MARCHANDAGE DE PATRON.

J'ai 42 ans, je travaille depuis plus de onze ans maintenant comme titulaire dans l'atelier conditionnement d'un abattoir de volailles qui fournit essentiellement la grande distribution en poulets entiers et en escalopes, cuisses et plats cuisinés et aussi un peu en dindes. [...] Je travaille en 2/7. Une semaine le matin, une semaine l'après-midi. Chaque jeudi s'affiche, dans le couloir de l'atelier, les horaires de la semaine suivante fixés par la direction : ligne de production par ligne de production, équipes de journée, équipes d'après-midi, équipes de nuit, après consultation du CE. Mais ces horaires n'ont qu'une valeur indicative « selon le volume des commandes et des stocks du jour ». Ils constituent un maxima, nous ne devons pas faire plus de huit heures ni moins de cinq heures de travail par jour. Si la feuille d'horaires indique que nous devons travailler de 13 heures à 19 heures, nous n'irons pas au-delà de 19 heures. La majorité du temps, cette prévision se réalise, mais nous pouvons aussi parfois finir à 18 heures, s'il n'y a pas assez de commandes ou de stocks pour aller au-delà. [...] Nous soupons à chaque fois nos chances de faire sauter le verrou des 19 heures, méditons l'équation du jour : quantité de commandes, volume des stocks, quantité et durée des pannes, humeur de la maîtrise. C'est que savoir à quelle heure on termine c'est aussi savoir à quelle heure tu iras pisser pour que ces quelques minutes que la chaîne t'accorde servent bien de coupure dans ta journée de travail. Trop tôt c'est du gâchis, trop tard ça n'en vaut plus la peine... Mais cette décision se fait toujours en dehors de nous, dans le bureau du chef d'atelier. Cette heure ne nous appartient pas. À mes débuts, flairant la bonne affaire dans nos désirs d'évasion, un chef d'atelier prit l'habitude de nous brandir la carotte « si vous finissez vos commandes à telle heure, je vous libère ». [...] Il poussa même parfois un avantage jusqu'à débarquer 15 minutes avant la fin de la journée, pour nous demander de rester 30 minutes de plus pour finir une commande, en nous en comptant royalement 45. Marchandage de patron.

Jean-Philippe Guedas, ouvrier, « Et toi, tu dis quelle heure ? » ou la question de l'arbitraire patronal », libération.fr, 9 juillet, 2018.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 38 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ54755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org